



En route vers les Oscars

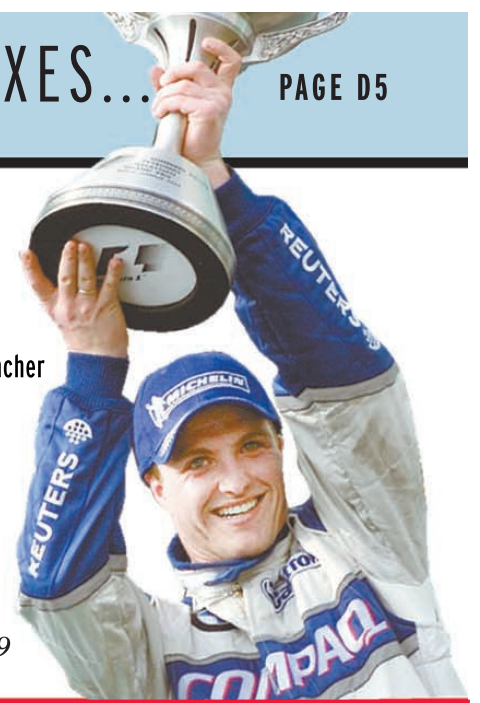
Cahier Arts + Spectacles, page C1



Cahier Sports, page S3

Les Ferrari ne sont plus seules!

La chronique de Christian Tortora, page S9



Ralf Schumacher

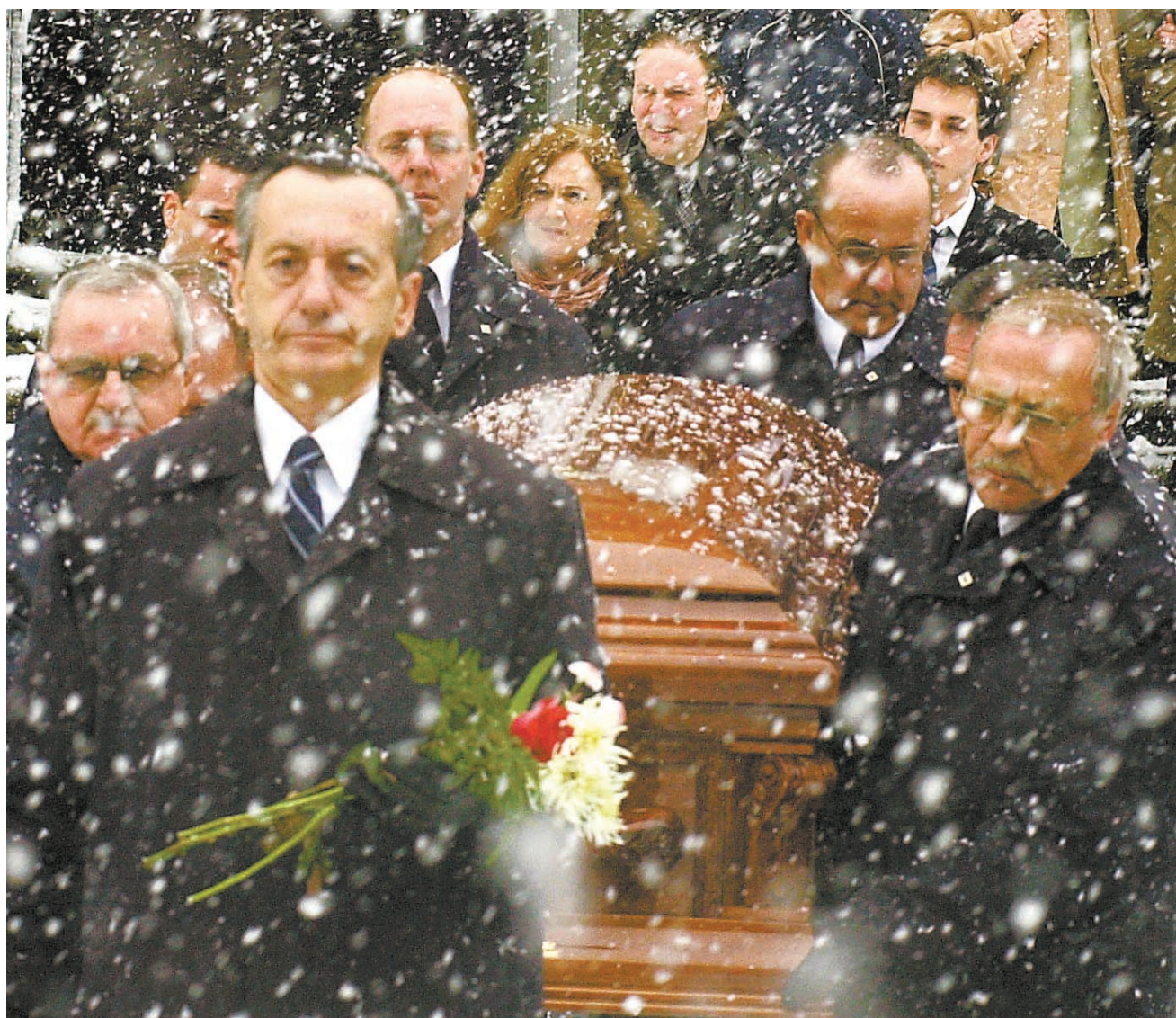


Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

Dernier hommage à un peintre plus grand que nature

Il neigeait à plein ciel, hier après-midi, à la sortie du cercueil de Jean-Paul Riopelle. Certains ont estimé qu'il s'agissait là d'un hommage fait par la nature au grand peintre disparu mardi dernier.

Deux contrats de 500 000 \$, mais un seul rapport!

Don Boudria ordonne la tenue d'une enquête sur l'adjudication de deux contrats à Groupaction, une firme proche des libéraux

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Malmené par les partis d'opposition aux Communes, le ministre des Travaux publics, Don Boudria, a ordonné hier soir la tenue d'une enquête interne afin de déterminer pourquoi Groupaction, une firme montréalaise proche des libéraux de Jean Chrétien, a soumis le même rapport pour deux contrats différents, l'un en 1998 qui a coûté 550 000 \$ aux contribuables, et l'autre en 1999, qui a coûté 575 000 \$.

Parti conservateur et l'Alliance canadienne eurent mis en doute la bonne foi de la firme Groupaction, qui aurait produit deux rapports identiques pour deux contrats différents.



Don Boudria

Avant d'exiger la tenue d'une enquête plus large, le ministre

M. Boudria a demandé à ses fonctionnaires de faire enquête après que le Bloc québécois, le

Voir CONTRATS en A2

Spectaculaire expansion du marché de la vente des maisons à Montréal

KARIM BENESEAIEH

IL FAIT bon être vendeur ou courtier en immobilier à Montréal cette année. Selon une étude de la firme Century 21, le marché va exploser ce printemps, alors que les ventes de maisons vont augmenter de 20 % par rapport à l'an dernier.

La valeur des maisons, elle, va grimper de 6 % en moyenne au cours du printemps.

Ces statistiques placent Montréal dans le peloton de tête au Canada, où on prévoit une augmentation de 9 % des transactions et une hausse de valeur de 4 % à l'échelle du pays. La ville de Québec se retrouve elle aussi en

bonne position avec 10 % de transactions de plus et des prix à la hausse de 4 %.

« Ça compte pour les années de vaches maigres, dit Michel Beauséjour, chef de la direction de la Chambre immobilière du Grand Montréal. Montréal récupère enfin un peu de son retard. La valeur des résidences ne reflétait pas la santé de la métropole et, même avec la hausse, on est bien en deçà de ce qui se passe dans les grandes villes canadiennes. »

La hausse de valeur des maisons montréalaises cette année n'est pas un accident,

Voir EXPANSION en A2

CONTRATS DANS LES ARRONDISSEMENTS

Les directeurs ont des pouvoirs disproportionnés

ÉRIC TROTTIER

LE COMITÉ exécutif de la nouvelle ville de Montréal n'est pas seul à avoir acquis une emprise presque absolue en matière d'attribution de contrats à la suite des modifications apportées à la charte de la Ville par l'ancienne ministre Louise Harel. Les 27 directeurs d'arrondissement de Montréal, des fonctionnaires municipaux, ont eux aussi obtenu des pouvoirs extraordinaires.

Huit des 27 directeurs d'arrondissement se sont vu accorder par leur conseil d'arrondissement le pouvoir d'attribuer des contrats pouvant atteindre 50 000 \$ sans rendre de comptes à quiconque durant une période allant jusqu'à sept mois. Une dizaine d'autres

ont les mêmes pouvoirs, mais avec une limite de 25 000 \$ pour chaque contrat accordé.

Toutefois, la palme revient au directeur de LaSalle, qui peut attribuer plusieurs contrats de 100 000 \$ sans l'autorisation de son conseil d'arrondissement et sans l'aviser pendant 210 jours, selon un document de la Ville obtenu par La Presse. D'autres cas laissent songeur : ainsi, le directeur de l'arrondissement de Dorval (population de 17 000 habitants) pourra signer des contrats de 50 000 \$, soit une somme deux fois plus élevée que le directeur de Côte-des-Neiges/

Voir DIRECTEURS en A11

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Table with 2 columns: Category and Page/Section. Includes Actuel, Arts, horaire spectacles, horaire télévision, Bandes dessinées, Bridge, Décès, Éditorial, Étes-vous observateur, Feuilleton, Forum, Horoscope, La Presse Affaires, cahier D.

MÉTÉO Voir page S16

Neige en après-midi Maximum 2, minimum -1

L'armée israélienne se retire des territoires palestiniens

Les Palestiniens estiment avoir marqué des points dans la dernière épreuve de force



AGNÈS GRUDA envoyée spéciale AU PROCHE-ORIENT

L'ARMÉE israélienne devait évacuer cette nuit les unités qu'elle maintenait encore dans certaines villes et camps de réfugiés des territoires autonomes palestiniens. Ce retrait mettra fin à la plus importante opération militaire israélienne à avoir été menée contre la Cisjordanie et Gaza depuis la guerre des Six-Jours, il y a 35 ans.

Plus de 20 000 soldats ont été mobilisés pour cette intervention qui a été déclenchée le 28 février, et qui a connu un temps fort la semaine dernière. Cent cinquante chars israéliens ont alors occupé Ramallah, le principal centre urbain de la Cisjordanie, poussant leur avancée jusqu'au centre de la ville.

Par cette intervention, Israël voulait s'attaquer aux mouvements terroristes. Mais malgré une série d'assassinats ciblés et de nombreuses arrestations, les actes terroristes se sont multipliés et la violence a atteint un niveau inégalé, causant jusqu'à plusieurs dizaines de morts par jour.

L'arrivée au Proche-Orient de

l'émissaire américain Anthony Zinni, qui tente d'amener Palestiniens et Israéliens à conclure un cessez-le-feu, a été marquée par un retrait partiel de Tshal, qui a évacué Ramallah et quelques autres centres de la Cisjordanie. Hier, après d'intenses pourparlers entre les responsables de la sécurité, le ministre israélien de la Défense, Benjamin Ben-Eliezer, a annoncé que les troupes de Tshal seraient évacuées des territoires palestiniens qu'elles occupaient encore — essentiellement dans la région de Bethléem, en périphérie de Jérusalem, et dans la bande de Gaza.

Déjà hier, la situation était beaucoup moins tendue à Bethléem, qui aura vécu 11 jours d'occupation

marquée par d'incessants échanges de tirs. Une résidente de la ville, Yvonne Hamame, qui n'avait pas pu travailler depuis l'arrivée des chars, s'est rendue hier à l'hôpital où elle occupe un poste administratif. Elle a aussi pu acheter des denrées fraîches pour la première fois depuis plusieurs jours.

Mme Hamame, qui partage une grande maison avec ses frères, sa soeur et leurs nombreux enfants, attendait avec impatience le départ des tanks. Lorsque La Presse l'a contactée, hier en début de soirée, elle venait d'apprendre que les écoles et l'université de Bethléem allaient

Voir ARMÉE en A11

Advertisement for Cirque du Soleil. Text: 'En avril, il fera très beau.' 'Dès le 24 avril, le Cirque du Soleil présente son tout nouveau spectacle au Vieux-Port de Montréal.' Includes logo and contact info.

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Le mariage, institution fragile

Pourquoi se marie-t-on aujourd'hui ? Pour 100 mariages, on compte 48 divorces au Québec et 34,6 au Canada. Des couples et des représentants de divers milieux expriment leur opinion sur cette institution de plus en plus fragile.

À lire demain dans le cahier Actuel

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Les taux hypothécaires tous les jours cyberpresse.ca/taux

> Tous nos chroniqueurs en un clic cyberpresse.ca/chroniqueurs

> Suivez en ligne et en direct les derniers échanges dans la LNH cyberpresse.ca/sports

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



DANIEL LEMAY

> Vers les Oscars

Toute la semaine, des reportages de notre envoyé spécial à Hollywood, dans le cahier Arts et Spectacles.



MATHIAS BRUNET

> Objectif : les séries

Tout sur l'important match du Canadien contre les Panthers, en Floride, jeudi dans le cahier Sports.



FRANÇOIS PERREULT

> Stratégie marketing

Parfois, une pub apparaît... mais on ne sait pas qui est derrière... À lire demain, dans *La Presse Affaires*.

LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres : 2-5-3

> À quatre chiffres : 2-5-0-5

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9



	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

SUITES DE LA UNE

CONTRATS

Suite de la page A1

Boudria veut savoir si les dirigeants de Groupaction ont livré deux fois la même documentation « consciemment ou par erreur », selon des informations obtenues par *La Presse* hier soir.

« Les fonctionnaires de Communication Canada ont informé le ministre que les documents soumis par Groupaction, tels que mandatés dans les contrats de 1998 et 1999, semblent être les mêmes », a déclaré hier soir Marc Roy, attaché de presse de M. Boudria.

« Le ministre a depuis demandé aux fonctionnaires de Communication Canada de contacter Groupaction afin de déterminer si ces derniers ont consciemment ou par erreur livré deux fois la même documentation pour chacun des deux rapports en question », a ajouté M. Roy, qui a refusé de commenter davantage.

Groupaction, qui a obtenu l'équivalent de 61,7 millions de dollars en contrats du gouvernement Chrétien entre 1997 et 2002, a versé 112 162 dollars à la caisse électorale des libéraux depuis 1993.

Cette décision du ministre Boudria n'a pas suffi à calmer l'ardeur des partis d'opposition qui continuent à réclamer la tenue d'une enquête indépendante afin de faire toute la lumière sur cette affaire de contrats qui plonge le gouvernement Chrétien dans l'embarras.

« C'est un début, mais cela ne peut être limité à une enquête interne. Cela soulève la question de savoir combien de fois cela s'est produit dans le passé », a déclaré le chef du Parti conservateur, Joe Clark, à *La Presse*.

M. Clark a fait valoir qu'une enquête policière sera incontournable s'il s'avère que Groupaction a soumis « consciemment » la même documentation pour deux contrats différents.

Le député bloquiste Ghislain Lebel a abondé dans le même sens hier soir en affirmant qu'une enquête indépendante est de mise. « Je suis à moitié satisfait parce que je pense qu'il faut faire une enquête publique et indépendante. (...) Je crois que nous sommes encore dans le maquillage et, malheureusement, dans le magouillage », a-t-il dit.

L'enquête interne exigée par M. Boudria intervient moins de 24 heures avant que son prédécesseur, Alfonso Gagliano, revienne à Ottawa afin d'expliquer en quoi il a les compétences pour occuper le poste d'ambassadeur du Canada au royaume du Danemark.

M. Gagliano a été écarté du cabinet en janvier après que des accusations de favoritisme et d'ingérence eurent été formulées contre lui par un ancien haut fonctionnaire.

Devant les journalistes, plus tôt en journée hier, M. Boudria a refusé de porter jugement sur la valeur réelle des documents qui lui ont été remis et qui ont coûté plus d'un million de dollars aux contribuables.

« Je ne défends pas l'indéfendable. Je ne défends rien du tout. Je mets les faits tels que je les ai sur la table », a-t-il déclaré.

Le ministre croyait avoir mis fin à cette controverse la semaine dernière après que Groupaction eut produit une reconstitution du rapport de 1998, introuvable depuis deux ans, à partir de documents retransmis sur les ordinateurs de la firme.

Or, une comparaison de ce rapport, qui ne contient en fait qu'une liste des principaux événements culturels et sportifs du Québec et certaines des autres provinces, démontre qu'il est sensiblement le même que celui de 1999. En fait, 90 % du contenu du rapport de 1999 se retrouve dans le rapport de 1998, à l'exception d'un bref sommaire de huit pages.

Il a été impossible, hier soir, d'obtenir des commentaires de la firme Groupaction au sujet de ce nouveau rebondissement.

Dans un communiqué de presse publié la semaine dernière, le président de Groupaction, Jean Brault, a déclaré : « Plus de 3300 heures de travail ont été consacrées à ce mandat (le rapport de 1998) par des employés de notre firme. Le mandat a fait l'objet d'un rapport final, qui a été remis au ministère en trois exemplaires, le 5 février 1999. Nous avons une copie de l'accusé de réception de cet envoi. »

Mais les partis d'opposition aux Communes ont vite relevé les similitudes entre les deux rapports et soupçonnent la fraude.

« Comment le gouvernement peut-il justifier avoir payé 550 000 \$ pour une photocopie (du rapport de 1999) et prétendre qu'il s'agit d'un rapport nouveau et distinct ? (...) J'ai en main les huit pages du nouveau rapport. C'est la seule différence entre les deux rapports. Cela équivaut à 72 000 \$ la page pour un rapport préparé par leurs amis libéraux. Si cela n'est pas de la fraude, qu'est-ce que c'est ? Une simple coïncidence ? » a lancé Joe Clark durant la période de questions.

Le leader parlementaire du Bloc québécois, Michel Gauthier, a été tout aussi lapidaire. « Les deux rapports déposés par le ministre sont essentiellement les mêmes. Les fiches au sujet des événements comportent exactement le même numéro dans les deux rapports. La seule différence, c'est que le rapport fait en 1998 est curieusement plus complet que celui fait en 1999 », a déclaré M. Gauthier aux Communes.

Manifestement pris de court, le ministre Boudria a répondu que si tel était le cas, la compagnie Groupaction et les hauts fonctionnaires qui affirment avoir reçu le fameux rapport en 1998 et 1999, soit Chuck Guité et Pierre Tremblay, auraient agi dans « l'illégalité ».

Plus tôt dans la journée, Groupaction a rendu publique une déclaration sous serment soutenant seulement que les documents qui formaient le rapport de 1998 avaient été retrouvés sur les ordinateurs de la compagnie.

« Par la présente, je vous confirme que les documents et ou fichiers informatiques qui ont été expédiés à Communication Canada par courrier électronique, en date du jeudi 14 mars 2002, ont été retransmis sur le serveur où nous avons transféré le contenu des disques durs des ordinateurs utilisés à l'époque par l'équipe de gestion de commandites », déclare sous serment Diane Donnelly, directrice des affaires corporatives de Groupaction.

M^{me} Donnelly a fait cette déclaration sous serment devant Roger Desjeans, commissaire à l'assermentation, qui est également vice-président, finances et administration de Groupaction.

ajoute-t-il, mais fait partie d'une « vague de fond » entamée en 1996. « C'est une belle progression, pas une bulle qui risque de crever à tout moment. »

Selon les statistiques diffusées par Century 21, il s'est vendu 4470 maisons à Montréal en janvier et février derniers, une hausse de 46 % par rapport à 2001. On prévoit que cette tendance va ralentir et qu'on devrait boucler le printemps avec une hausse de 20 % par rapport à l'an dernier.

Une maison unifamiliale moyenne à Montréal vaut maintenant 132 860 \$, toujours loin de ce qu'on paie à Ottawa (192 168 \$), Toronto (266 902 \$) et surtout Vancouver (289 492 \$).

À La Capitale, on corrobore les données de l'étude : le président Paul Legault évalue à 40 % jusqu'à maintenant la hausse des transactions par rapport à l'an dernier.

« Ça fait 15 ou 20 ans qu'on n'avait pas vu ça. Les négociations sont très rapides, ce sont de véritables batailles. On a même vu des maisons s'envoler au-dessus du prix demandé. »

Lui aussi estime que l'augmentation des prix est saine, Montréal ayant un sérieux rattrapage à effectuer par rapport au reste du pays. « Nos prix sont tellement bas, il y a de la place pour une hausse de 6 % sans qu'il y ait de danger. »

M. Legault reconnaît que la situation ne déplaît pas aux courtiers, même s'ils se retrouvent surchargés de travail : « Disons que j'ai rarement vu autant de sourires... et d'yeux pochés. »

La Chambre immobilière du Grand Montréal note en outre qu'il n'y a pas pénurie de maisons disponibles : beaucoup de nouvelles inscriptions viennent remplacer les résidences vendues.

« Même si on bat des records de vente, il en rentre autant : le marché bouge, les gens veulent vendre », dit M. Beauséjour. Selon les statistiques de la CIGG, 25 000 maisons sont disponibles sur le marché montréalais. En mai 1999, on avait atteint un sommet de disponibilité avec un chiffre de 40 000 maisons.

Nouveaux acheteurs

Montréal — comme le reste du Canada, dans une moindre mesure — se retrouve dans une situation

Annan accuse Israël de ne pas épargner les civils

DANS UNE LETTRE au ton vif adressé au premier ministre Ariel Sharon, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, accuse Israël de n'avoir pas réussi à préserver les civils lors de sa campagne militaire en perpétuelle escalade, qui selon lui « en est venue à ressembler à une guerre totale caractérisée ».

Quant à l'utilisation par l'armée israélienne de bombardiers F-16, d'hélicoptères, de navires de guerre, de missiles et de bombes lourdes, Annan écrit : « Des centaines de civils non combattants innocents, des hommes, des femmes et des enfants, ont été blessés ou tués et de nombreux immeubles et habitations ont été endommagés ou détruits. » Dans cette lettre datée du 12 mars, le secrétaire général demande également à Sharon « d'ouvrir une enquête complète sur les incidents au cours desquels l'armée israélienne a ouvert le feu sur des ambulances et du personnel médical et de prendre des mesures immédiates pour que de tels faits ne se reproduisent pas ».

— d'après AP et AFP

EXPANSION

Suite de la page A1

LE MARCHÉ IMMOBILIER AU CANADA

MARCHÉS	PRIX MOYEN			NOMBRE MOYEN DE VENTES		
	Jan./fév. 2002	Fluctuation (par rapport à jan./fév. 2001)	Prévisions pour le printemps (par rapport à jan./fév. 2002)	Jan./fév. 2002	Fluctuation (par rapport à jan./fév. 2001)	Prévisions pour le printemps (par rapport à jan./fév. 2002)
Montréal	132 860\$	5%	+6%	4470	46%	+20%
Toronto	266 902\$	9%	+4%	5868	49%	+12%
Vancouver	289 492\$	2%	+5%	2701	74%	+7%
Ottawa	192 168\$	13%	+3%	960	19%	+15%
Québec	95 035\$	2%	+4%	963	41%	+10%
Calgary	188 825\$	7%	+2%	2065	39%	0%
Halifax	138 857\$	8%	+5%	459	25%	+15%

Source : Century 21 Canada

exceptionnelle, au carrefour de trois tendances. La pénurie chronique de logements, avec un taux d'inoccupation de 0,6 %, et les bas taux d'intérêt amènent une nouvelle génération d'acheteurs, des couples généralement assez jeunes tentés par l'achat de leur première maison.

Selon Century 21, le gros problème pour ces acheteurs est le manque de choix. « Toute propriété mise en vente se vend très rapidement, tant qu'on en demande un prix raisonnable et qu'elle est en bon état », explique Michel Auclair, vice-président chez Century 21. Le résultat, ajoute-t-il, c'est que les acheteurs qui veulent prendre leur temps et ne sont pas prêts à déposer rapidement des offres d'achat sont exclus.

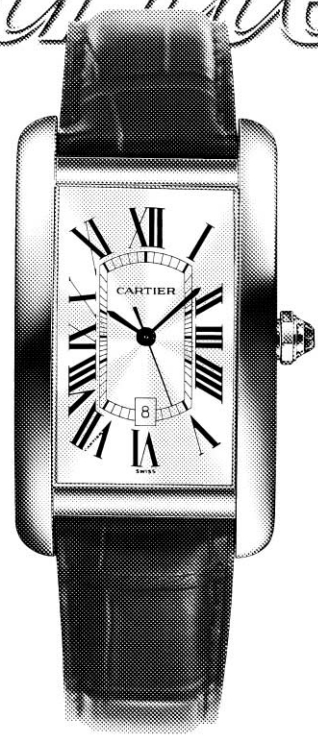
À la CIGG, on confirme que le rythme du marché a étonnamment accéléré : la capacité de trouver une maison à son goût dépend mainte-

nant de la rapidité avec laquelle on apprend sa disponibilité. « C'est l'instantanéité de l'information qui est importante, et il faut apprendre à travailler avec ce phénomène-là, dit M. Beauséjour. Les courtiers doivent être continuellement aux aguets. »

Rien ne permet de prédire la fin de cette tendance. Les taux d'intérêt ne seront pas à la hausse à moyen terme, tandis que la construction résidentielle est toujours au ralenti. Selon les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement publiées le 12 mars dernier, les mises en chantier vont baisser de 9,7 % au Québec cette année par rapport à 2001 et rester stables en 2003.

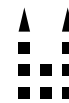
« Cela signifie que le nombre de propriétés à vendre ne bouge pratiquement pas, alors que le nombre d'acheteurs ne fait que croître », note le vice-président de Century 21.

Cartier



Montre Tank® Américaine

Dépositaire Cartier



CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651
www.chateaudivoire.com

3018746

©2000 Cartier, inc.

LES ADIEUX À RIOPELLE

DEPOT (514) 374-1818
1 877 573-3768

Fort Lauderdale
Vol direct aller-retour
298\$
taxes incluses
Valable entre les
14 et 24 mars 2002

Cayo Coco
Gran Caribe 3★+
799\$
TOUT INCLUS
1 SEMAINE
3035302

Terme de Québec



Guido Molinari et Françoise Sullivan, amis de longue date de Riopelle.



Champlain Charest, le meilleur ami du défunt.



Huguette Vachon, la compagne de Jean-Paul Riopelle, et son fils Nicolas-Alexandre Marcotte.

Un hommage tout en silences

STÉPHANIE BÉRUBÉ

Un titan, a dit le premier ministre Bernard Landry ; un esprit fou, a avoué son grand ami, Champlain Charest. La cérémonie d'adieux à Jean-Paul Riopelle, qui a duré moins d'une heure hier après-midi, était faite de longues minutes de silence, de témoignages et de musique, dont celle du groupe Loco Locass, qui a provoqué un coup de tonnerre dans cette mer de tranquillité.

Une heure avant le début de la cérémonie laïque, l'atmosphère s'annonçait festive. L'église Immaculée-Conception était presque vide. Dans la chaire, habituellement réservée au curé, le groupe Loco Locass répétait sa symphonie de sons saccadés, le *Rap à Rio*. Simultanément, les premières notes de l'orgue de l'église se faisaient entendre ainsi que plusieurs des téléphones cellulaires appartenant à des agents du protocole et de la sécurité, qui préparaient l'arrivée des dignitaires. Un joyeux petit chaos.

Une vingtaine de minutes avant le début de la cérémonie, les amis et les membres de la famille ont fait leur entrée, discrètement. Les deux filles du peintre, Yseult et Sylvie, se sont installées au premier rang. Yseult était accompagnée de ses

filles, Jim Bresson et Tanguy Riopelle ; Sylvie, de sa fille, Flore Gamet. Huguette Vachon, la dernière compagne du peintre, est arrivée quelques minutes plus tard, avec son fils, Nicolas-Alexandre Marcotte.

À 14 h, le directeur du Musée du Québec, John Porter, qui agissait à titre de maître de cérémonie, a demandé à la foule d'accueillir la dépouille de Jean-Paul Riopelle dans le silence, ce qui mettait fin à l'atmosphère baroque précédant la cérémonie. Les téléphones cellulaires ont cessé de sonner, à quelques exceptions près ; le ton était au recueillement.

Le curé de la paroisse a d'abord accueilli la foule d'environ un millier de personnes avant de passer le micro aux proches de Riopelle, qui ont rendu de brefs hommages à l'artiste. L'ami Champlain Charest a partagé des souvenirs et des confidences. Il a rappelé que Riopelle avait une énergie folle et rare. « Quelques semaines passées en sa présence et nous n'avions plus d'énergie. Lui repartait pour Paris, en pleine forme, nous laissant là, avec un immense vide », a dit M. Charest, ému.

Parmi les dignitaires qui ont assisté aux funérailles figuraient le premier ministre du Québec, Bernard Landry, qui a chaudement salué Riopelle, « cet enfant terrible de l'art contemporain », la ministre de la Culture et des Communications du Québec, Diane Lemieux, la présidente de l'Assemblée nationale du Québec, Louise Harel, le

maire de Montréal, Gérald Tremblay, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe et le chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, Jean Charest. Les ministres Martin Cauchon et Denis Coderre ont représenté le gouvernement fédéral en l'absence de la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, et de la gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson. Mme Clarkson rendra hommage à Jean-Paul Riopelle demain, au cours de la remise des prix du Gouverneur général en arts visuels.

Entre chaque intervention, un moment de silence était respecté. Lise Riopelle, la cousine de l'artiste, a parlé de l'humilité de Riopelle, qu'il tenait de son père, Léopold, et de sa rigueur, de son courage, de son opiniâtreté, legs de sa mère, Anna.

« Quand est-ce qu'on boit ? » a lancé le petit-fils de l'artiste, Jim, en approchant du micro, ce qui a fait rire la foule. Il a ensuite remercié son grand-père qui lui a appris à pêcher... à la mouche ! Sa grand-mère, Françoise Riopelle, qui a suivi les funérailles à la télévision, était très fière de Jim, qui a rendu, a-t-elle avoué plus tard, le plus bel hommage.

Un vent de controverse

Françoise Riopelle n'était pas à l'église Immaculée-Conception hier. Ni Pierre Gauvreau ni Madeleine Arbour. Des huit signataires du *Refus global* toujours vivants, quatre habitent au Québec. Françoise Sullivan était la seule dans la

grande église du Plateau Mont-Royal, hier.

Les absents étaient outrés que l'on ait choisi un lieu de culte pour rendre hommage à Riopelle, un artiste féroce opposé au clergé. Ils se sont donc abstenus, par principe. Françoise Sullivan était bien triste de se trouver au centre d'une controverse le jour du salut à son ami Riopelle. Mme Sullivan maintient que, dans ce cas, l'église n'était qu'un endroit comme un autre étant donné que la célébration n'était pas religieuse. Le peintre Guido Molinari, assis à ses côtés, était aussi de cet avis. On ne se trouvait pas dans une situation semblable à celle de Borduas. « Vous savez que l'on a béni les cendres de Borduas », a-t-il rappelé. Pas la moindre trace d'eau bénite hier.

Et Riopelle, lui, aurait-il rigolé de se trouver au cœur de cette tempête ? Son ami Jean-Louis Roux a parié que oui. Selon le président du Conseil des arts du Canada, l'artiste aurait au moins souri, sinon ri de cette controverse.

Les Loco Locass, amateurs de Riopelle

Coup d'éclat en fin de cérémonie, le trio Loco Locass s'est avancé devant la foule et a interprété une pièce-choc créée pour célébrer l'oeuvre de Riopelle. On a présenté la chanson sous le titre *Hommage à Rio*. En fait, a précisé Biz une fois la cérémonie terminée, le titre définitif n'est pas encore trouvé. Peut-être *Le grand Rio* — Rio pour Riopelle,

mais aussi pour le fleuve, a indiqué Biz. « Parce que Riopelle était comme un Rio Grande au milieu du Saint-Laurent », a-t-il dit.

En 1991, les Loco Locass avaient pris la parole en public afin de sauver *l'Hommage à Rosa Luxemburg*, menacé d'une acquisition par des Américains. Selon Biz, cette immense toile, avec ses jets de bombes aérosol et son échantillonnage, c'est du hip hop, du rap à la façon Riopelle.

C'est la famille de Riopelle qui a demandé à John Porter de communiquer avec Loco Locass pour la cérémonie. Selon le directeur du Musée du Québec, Riopelle les aimait bien et avait été touché en apprenant que, l'automne dernier, le groupe rap avait fait un « happening » devant *l'Hommage à Rosa Luxemburg*. C'est durant cette nuit mémorable que le groupe a composé sa chanson dédiée au grand Rio.

La prestation des rappers québécois n'a pas fait l'unanimité. « Il faut que ça tue pour que ça vive », ont clamé et répété les trois chanteurs à la fin de leur prestation. Françoise Sullivan a trouvé la conclusion un peu brutale. Et la cérémonie, dans son ensemble, un peu morne. Elle a prolongé l'hommage à sa façon, en compagnie de Guido Molinari : les deux artistes sont allés prendre un verre à la mémoire de Jean-Paul.

[cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca) Parcourez la vie et l'oeuvre de Jean-Paul Riopelle à : www.cyberpresse.ca/riopelle

Le grand Rio

À grands coups de couteaux, de truelles
L'officier troue la truie sacrificielle
Qui crève en hurlant, qui éclate
En giclures écarlates
C'est une boucherie, une prière, un acte
Et pour saisir cela, jamais il n'y aura de kodak
Chez lui on lui crie : « Criss de sans-dessein,
homme cruel ! »
Car chez lui on déteste l'ambition, la
déméure
Mais on chérit le ciel
« Fais-toi prêtre si tu veux une vocation
Et tu seras du bord des bourreaux qui
pendront les rebelles »
À la grâce de Dieu
À la graisse d'essieux
Riopelle badigeonne les cieus parfaits de
Raphaël
Et sur la toile noire comme du sang cuit
On croirait un carrefour de courriels
C'est son époque qu'il façonne, comme ses
potes
Beckett, Giacometti, Jackson Pollock mort
ivre
Comme tous ceux qui savent qu'il faut que
ça tue pour que ça vive !



Batlam et Biz, du groupe Loco Locass.

Sachant qu'il faut que ça tue pour que ça vive !
(Batlam)

Tracer des signes avant le chant du cygne
Pour s'évader du Sing-Sing de la consigne
Laisser des traces sur toutes les surfaces
Même un canot de glace
En bordure de Borduas il appose
Ses ecchymoses en osmose avec la prose
Et refuse globalement qu'on s'infuse dans le néant

Aparté dans l'appart à party parisien
Bugatti à fond de train
Déjà le génie jalonne une gestuelle où giclent
en jets éjaculatoires
Des geysers jubilatoires
Trappeur supérieur
Son territoire vaste et faste s'étend de
l'Espagne
À nos campagnes où il revient se poser
Pour imposer, pas pour se reposer
Attelé à l'atelier comme une bête à son collier
Le bouillant barbouilleur abreuve au fleuve
son oeuvre neuve
Jamais trop tard pour le Gibraltar
Rio groundé au milieu du Saint-Laurent...
dépit de son corps
Qui se détériore, il élabore encore de pure
architectures
Des bombes abattent les murmures
D'un monde en manque d'éclaboussures
L'Hommage à Rosa, pour sûr, ça c'est du
grandeur nature

(Biz)

Loco Locass



À partir de **298\$** /mois
Transport et préparation inclus
RSX 2002
24 000\$*



À partir de **298\$** /mois
Transport et préparation inclus
1.7EL 2002
21 700\$*

L'Acura RSX 2002

- Incluant**
- ✓ Climatiseur automatique
 - ✓ Moteur 2,0 litres i-VTEC de 160 chevaux
 - ✓ Freins à disque aux 4 roues
 - ✓ Roues de 15 po
 - ✓ Groupe électrique
 - ✓ Radio AM/FM avec lecteur CD
 - ✓ Système d'entrée sans clé
 - ✓ et tellement plus...

L'Acura 1.7EL 2002

- Incluant**
- ✓ Climatiseur
 - ✓ Nouveau moteur 1,7 litre VTEC
 - ✓ de 127 chevaux
 - ✓ Freins à disque aux 4 roues avec ABS
 - ✓ Groupe électrique
 - ✓ Radio AM/FM avec lecteur CD
 - ✓ Roues en alliage
 - ✓ et tellement plus...



* P.D.S.F. de 21 700 \$ pour l'Acura 1.7EL (modèle ES3562E) 2002 et de 24 000 \$ pour l'Acura RSX (modèle DC5362PB) 2002 neuves. Transport et préparation (900 \$), taxes, immatriculation et assurances en sus. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. (1) Location de 48 mois, 24 000 km/année, transport et préparation inclus, taxes en sus. RSX 2002 comptant ou échange équivalent 3 995 \$, 0 \$ comptant disponible. 1.7 EL comptant ou échange équivalent 2 450 \$, 0 \$ comptant disponible, valeur résiduelle garantie. Les modèles offerts peuvent différer des photographies. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Assistance routière 24 heures Acura.

ACURA Plus
BLAINVILLE

255, boul. de la Seigneurie, Blainville
SORTIE 25 DE L'AUTOROUTE 15
(450) 435-4455 • (514) 875-6677
www.acraplus.com

LES ADIEUX À RIOPELLE

L'hiver salue le peintre

HUGO DUMAS

L'hiver est venu dire adieu au peintre Jean-Paul Riopelle, hier après-midi, à coups de bourrasques de vent et de rafales de flocons de neige.

Sur le parvis de l'église Immaculée-Conception, angle Rachel et Papineau, où ont été célébrées les funérailles nationales de l'artiste, famille, proches, amis du « Trappeur supérieur », ainsi que plusieurs dignitaires, ont souvent fait allusion à la tempête hivernale qui a recouvert la ville d'un épais tapis blanc. Car Jean-Paul Riopelle, mort mardi dernier à l'île aux Grues, en face de Montmagny, adorait la nature et la peignait magnifiquement. À sa manière, la nature lui a rendu un dernier hommage en soufflant une tempête sur la grande région de Montréal, la première d'importance cet hiver.

« C'est un jour de tristesse. La neige a neigé pour lui. Il (Riopelle) aimait beaucoup Nelligan. On dirait que c'est signé par la poésie », a commenté le premier ministre du Québec, Bernard Landry, à son arrivée à l'église.

« Regardez partout. C'est magnifique. Ça ressemble à un tableau de Riopelle. Il manque seulement les oies », a remarqué France Nadeau, la fille du meilleur ami de Riopelle, Champlain Charest.

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a eu ce commentaire à sa sortie de l'église : « Il n'a pas neigé à Montréal depuis des mois et la neige, c'est blanc. Blanc, c'était la couleur

privilegiée de Riopelle. Et pour les Chinois, blanc c'est également le deuil. Il y a un synchronisme assez exceptionnel aujourd'hui », a expliqué le maire Tremblay.

Pour Louise Harel, présidente de l'Assemblée nationale du Québec, Riopelle était l'homme de la nature. « Et voyez comme la nature est déchaînée aujourd'hui, a-t-elle souligné. Même en exil, Riopelle rentrait tous les ans pour faire la chasse et la pêche. »

Après la cérémonie, la ministre de la Culture et des Communications du Québec, Diane Lemieux, a semblé surprise par la violence de la tempête. « C'est incroyable la météo, je ne sais pas si c'est lui qui nous a envoyé ça, dans sa fougue. Je me rends vraiment compte à quel point c'est un grand homme. Il nous a aidés à nous sortir de nos carcans », a-t-elle dit.

L'ancien premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, a rappelé à quel point Riopelle a été « un très très grand peintre ». « Je trouve ça remarquable que les musées découvrent que ça peut peut-être intéresser le public, a-t-il dit. S'il fallait que Riopelle meure pour qu'on montre ses toiles un peu partout au Québec, eh bien ! bravo ! »

Ami du peintre et sculpteur, le comédien et président du Conseil des arts du Canada, Jean-Louis Roux, a salué un « des plus grands artistes de notre siècle et un peintre de génie ». M. Roux croit que Jean-Paul Riopelle aurait bien ri de la controverse entourant le choix du lieu de la cérémonie. Signataire de *Refus global*, Riopelle était farouchement opposé à l'Église.

« L'important, c'est qu'il n'y ait pas de service religieux. Autrement, qu'il se retrouve

ici dans l'église où il a été baptisé, je pense que ça le ferait éclater de rire, de cette façon dont il avait d'éclater de rire la bouche grande ouverte avec toutes ses dents offertes. Parce qu'il avait un très grand sens de l'humour, dit Jean-Louis Roux. L'important, c'est que nous soyons tous ici pour lui dire qu'il va continuer à vivre dans nos mémoires. »

Alain Simard, président de l'équipe Spectra, dit avoir eu le privilège de connaître Jean-Paul Riopelle. « Je suis allé chez lui à quelques reprises. C'était un vrai artiste. Je me rappelle qu'il s'était émerveillé comme un petit enfant devant ma collection de mouches à pêche. C'était un homme extraordinaire qui a connu tous les grands jazzmen », explique M. Simard.

Le chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, Jean Charest, a qualifié le peintre automatiste de remarquable. « Dans le dernier siècle, peu de personnes auront autant marqué l'évolution du Québec », a-t-il noté.

Collectionneur d'art, le sénateur Serge Joyal est venu assister à la cérémonie pour exprimer son admiration à l'oeuvre de Riopelle et à la contribution qu'il a faite pour l'appréciation de l'art au Canada. « J'ai acquis plusieurs oeuvres de M. Riopelle en 20 ans, dont plusieurs pourront être visibles, l'été prochain, à la rétrospective du Musée des beaux-arts de Montréal », a-t-il souligné.

André Boulerice, ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, a dit que « Riopelle aura véritablement marqué toute une époque, toute une génération. »

Denis Coderre, ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration, a eu cette pensée : « Comme Canadien, comme Québécois, je lui rends hommage aujourd'hui. Il aura défini le sixième sens, il aura défini l'esprit comme étant un sixième sens ».

Le boxeur Stéphane Ouellet, dont le père est artiste peintre, a lui aussi assisté à la cérémonie. « Je respecte au plus haut point cet homme-là. Pour moi, Riopelle est un soldat de Dieu. C'est dommage que les artistes soient seulement compris à leur mort », a-t-il dit.

Plusieurs autres personnalités ont participé à la cérémonie, dont le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, la présidente de la Grande Bibliothèque du Québec, Lise Bissonnette, le ministre fédéral de la Justice, Martin Cauchon, le recteur de l'Université du Québec à Montréal, Roch Denis, et la designer de mode Marie Saint Pierre.

Yselt et sa soeur Sylvie, les deux filles nées de l'union entre Jean-Paul et Françoise Riopelle, se sont faites très discrètes. Elles n'ont pas parlé au micro et les caméras ne les ont pas montrées pendant la retransmission en direct de la cérémonie.

Les cloches de l'église Immaculée-Conception ont sonné quand le corps du peintre est sorti vers 15h. Huguette Vachon, la compagne et complice du peintre des dernières années, se tenait tout près du cercueil, accompagnée de son fils Nicolas-Alexandre Marcotte.

Jean-Paul Riopelle reposera désormais près de son père, au cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

Plus de wow pour 169 dollars.



Votre argent fait du chemin en Echo.

- Moteur de 1,5 L DACT et 108 ch, VVT-i
- Deux coussins gonflables
- Excellente économie de carburant : 7,0/5,5 L/100 km – 40/51 mi/gal. Ville/Route^{††}
- Assistance routière
- Véhicule à faibles émissions
- AM-FM avec lecteur de CD
- Plein réservoir d'essence
- Tapis protecteurs

ECHO 2002
ACCÈS TOYOTA

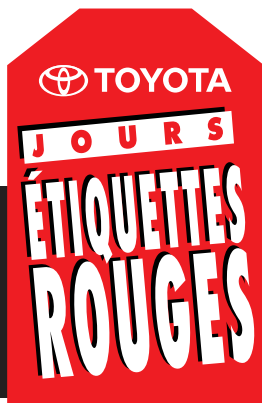
1 888 TOYOTA-8 • acces.toyota.ca



Toyota Canada et ses concessionnaires sont fiers d'offrir leur appui aux classes en plein air des écoles canadiennes.



Votre concessionnaire Toyota est fier de commander les Jeux olympiques spéciaux canadiens.



169,01 \$* par mois/location

ou financement au détail de **1,9%**** jusqu'à 36 mois

Plans de location/financement de Toyota Crédit Canada Inc. Approbation du crédit requise. ††Cotes de consommation (ville/route) basées sur la 4ptes Echo de l'année-modèle 2002 pour le moteur indiqué. * La location est basée sur une location-bail de 60 mois et un taux de location de 4,7 % sur la 4ptes Echo (modèle BT123M-A avec boîte manuelle) et un acompte de 1 600 \$. Premier paiement et dépôt de garantie de 200 \$ exigés au moment de la livraison. Coût total de la location de 11 741 \$ et prix de l'option d'achat de 5 768 \$ basés sur un maximum de 120 000 kilomètres. Des frais de 0,07 \$ s'appliquent pour chaque kilomètre supplémentaire. En fonction d'un PDSF de 14 274 \$. La location comprend un maximum de 945 \$ pour frais de transport et de préparation. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Offres valables sur tous modèles 4ptes Echo 2002 neufs, loués ou achetés avant le 31 mars 2002. **Exemple de financement : 10 000 \$ à 1,9 % par année équivalent à 285,99 \$ par mois pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 295,64 \$ pour un total de 10 295,64 \$. Frais d'immatriculation, de transport et de préparation, assurance et taxes en sus. †Certains conditions s'appliquent. Le concessionnaire peut louer/vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour plus de détails.

LES ADIEUX À RIOPELLE



Photo PC

Il neigeait comme si les éléments avaient décidé de souligner le départ de Riopelle en lui offrant cette fresque blanche, de la couleur qui évoquait pour lui non pas la vie éternelle, mais la mort bête et cruelle.

NATHALIE PETROWSKI

npetrows@lapresse.ca

La toile blanche

Il neigeait un peu, beaucoup, passionnément. Il neigeait des flocons gros comme des oies, des coulées de blanc tartinées à la truelle dans le ciel, des troncs d'arbres trempés dans la chaux des songes. Il neigeait sur le premier ministre comme sur le garde du corps et sur le maire, mouchetant les manteaux noirs des dignitaires de taches de peinture tombées du ciel. Il neigeait « à la grâce de Dieu, à la graisse des cieus » comme un rap de Loco Locass, un poème de Nelligan, une toile de Riopelle.

Il neigeait tellement que le noir corbeau du corbillard conduisant Jean-Paul Riopelle à son dernier repos ressemblait à une longue ambulance drapée d'ouate blanche. Comme si les éléments avaient décidé, dans un dernier sursaut créateur, de souligner le départ du peintre en lui offrant cette fresque blanche, de la couleur qui évoquait pour Riopelle non pas la vie éternelle, mais la mort bête et cruelle.

Il neigeait, et c'était comme un baume sur cette cérémonie d'une tristesse infinie, d'un ennui mortel, d'un banal navrant.

Riopelle méritait mieux que ça, offrit une dame en chapeau bleu à la sortie de la cérémonie. Comme elle avait raison ! En même temps, comment rendre hommage à un homme et à un artiste plus grand que nature ? Comment faire en sorte que ses funérailles soient à l'image de sa vie, à la hauteur de son immense oeuvre ? Mission impossible s'il en est une.

Il neigeait et, pour une fois, c'était une bénédiction. Car l'espace d'une heure, la neige a étouffé les tensions et les grands déchirements surréalistes qui ont accompagné jusqu'à la fin les funérailles de Jean-Paul Riopelle.

Quand on a vécu une vie aussi intense, passionnée et passionnelle que Riopelle, quand on a aimé et fréquenté autant de gens d'horizons si différents, on ne part pas dans le calme et la sérénité. On part dans la tempête et le tourment. Ainsi en a-t-il été de ses funérailles.

Jusqu'à la fin, les camps, les écoles et les chapelles se sont disputé âprement son corps et ses dernières volontés involontaires.

D'un côté, les purs et durs de *Refus global* que sont Pierre Gauvreau, sa compagne Janine Carreau, Madeleine Arbour et Pierre Bourgault ont carrément boycotté la cérémonie. Ceux-là, on le sait, auraient préféré que les funérailles du peintre aient lieu en enfer tant leur hantise de Dieu (si tant est qu'il existe) et de sa maison est grande.

Même réaction épidermique anticléricale de la part d'Yseult, la fille aînée du peintre, qui a fait des pieds et des mains pour que la cérémonie des adieux ait lieu au Musée des beaux-arts, le seul et unique temple digne de ce nom, selon elle et sa mère Françoise.

Notons que ces deux camps avaient au moins un argument qui plaçait en leur faveur. Un argument du nom de Riopelle lui-même, ce petit-fils de croque-mort, qui, bien qu'il ait été baptisé et marié à l'église, avait par la suite appris à fuir comme la peste le royaume des cieus sur terre.

Tant et si bien que le jour de l'enterrement d'Anna, sa mère, Riopelle refusa d'entrer dans l'église, comme le raconte Hélène de Billy dans sa biographie sur le peintre. Plus tard, Riopelle s'est servi de l'exemple de



Cézanne, qui avait refusé lui aussi de prendre place dans l'église à la mort de sa mère. Et qui est parti peindre *La Sainte-Victoire*, l'un de ses meilleurs tableaux, de rappeler Riopelle.

Malgré cela, Huguette Vachon, sa compagne des 15 dernières années, a décidé que l'église Immaculée-Conception serait le théâtre d'un dernier hommage à l'homme avec qui elle a passé des journées entières dans l'atelier à lui tendre les tubes de peinture et les bombes aérosol. L'homme qu'elle a conduit en camionnette devant les plus beaux couchers de soleil, dont elle a calmé les cauchemars la nuit, pour qui elle a chassé les fantômes de la mort rôdant autour de son lit, l'homme qu'elle a nourri, soigné, torché, transporté et bercé jusqu'à la fin. Compte tenu de tout ce que cette femme à la fois épouse, amante, concierge et infirmière a fait pour Riopelle, qu'elle n'a pas connu au sommet de sa forme, loin s'en faut, compte tenu de tout ce qu'elle a dû traverser et qu'elle traversera encore, on s'en doute, à l'ouverture du testament, je ne peux qu'être solidaire de sa décision.

N'en déplaise aux protestataires et autres théoriciens, Huguette avait le droit d'organiser les funérailles de l'homme de sa vie comme elle l'entendait. Malheureusement, dans la douleur et le chagrin, elle n'a pas eu l'énergie ni l'inspiration pour imaginer autre chose que cette cérémonie beige, trouée de silences et de toussotements, dont chaque discours protocolaire tombait à plat, et qui n'a connu que quelques rares moments de grâce

pendant le *Rap à Rio* des Loco Locass et pendant le trop court solo de piano de Vic Vogel.

Pour faire les choses en grand et rendre hommage une dernière fois à ce diable d'homme, il aurait fallu du bruit, des rires, de la musique du début à la fin, des envolées poétiques, de grands gestes, aussi grands que ceux du peintre devant sa toile.

En même temps que j'écris cela, je me rend compte que, si Riopelle avait été invité à ses propres funérailles, il aurait fait faux bond à Huguette et à son église, tout comme à Yseult et à son musée.

Peu importe le scénario ou la mise en scène. Peu importe le lieu, l'heure ou le décor, Riopelle aurait fui cette cérémonie officielle comme il a fui les autres toute sa vie.

C'est ce qu'il faisait à chaque vernissage d'une exposition, m'a rappelé son ami Pierre Letarte. Au lieu de jouer le jeu, de faire le beau, de se mirer dans le regard de ses admirateurs ou de serrer les mains qui aideraient sa carrière, il foutait le camp. La veille de son exposition à Beaubourg, il est allé en voleur vérifier l'accrochage, puis, le jour de l'inauguration officielle, il a disparu, ni vu ni connu. On l'a retrouvé attablé avec ses amis au bistrot du coin.

Hier après-midi, il ne fallait pas chercher Jean-Paul Riopelle à l'église Immaculée-Conception. Il fallait le chercher dans un bar, un bistrot, un bouiboui, les deux mains plaquées sur le comptoir, commandant à boire pour tout le monde et ignorant cette neige trop belle et trop blanche, cette neige comme une toile nue lui rappelant la mort...

Les funérailles n'ont pas plu à ses amis français

MICHEL DOLBEC
Presse Canadienne

PARIS — Retransmises en direct par satellite, les funérailles de Jean-Paul Riopelle n'ont guère plu à ses anciens compagnons de route français, réunis au Centre culturel canadien de Paris pour lui rendre hommage.

« En venant vivre en France, Jean-Paul Riopelle avait fui les conneries qu'on vient de voir pendant cet enterrement ridicule, a laissé tomber son vieil ami le peintre Paul Rebeyrolle. On n'a pas le droit de trahir quelqu'un d'aussi indépendant, d'aussi anticlérical en faisant des singeries pareilles. On a dit que ça l'aurait amusé. Mais moi je sais qu'il n'aurait pas ri. Il aurait trouvé ça con comme la lune. »

Tous les amis de Riopelle n'ont pas été aussi sévères, mais plusieurs ont émis des réserves sur la cérémonie. Le peintre Sam Safran, par exemple, l'a trouvée « un peu grotesque », tandis que le critique d'art Michel Walberg, auteur de la préface du catalogue raisonné de l'oeuvre de Riopelle, s'est dit « un peu choqué ».

Projetées sur écran géant devant une centaine de personnes, ces funérailles controversées n'ont pas empêché les amis de Riopelle de saluer sa mémoire. « Riopelle comptait en France, où il a vécu 40 ans, une cinquantaine de vrais amis », estime le Québécois René Viau, spécialiste de l'oeuvre du peintre, sur lequel il prépare un livre. Une douzaine d'entre eux, notamment l'artiste américaine Shirley Jaffe, qui avait présenté Joan Mitchell à Riopelle, se trouvaient au Centre culturel canadien.

« C'était mon grand frère », a dit Sam Safran en évoquant le souvenir de Riopelle, qu'il voyait « chaque jour » à une certaine époque.

« Je n'ai jamais revu une personnalité comme celle-là. Riopelle, c'était une pulsion », a ajouté le galeriste Jean Fournier, qui a exposé ses oeuvres à partir de 1964.

« Il était rétif à tout embrigadement. C'était un des plus grands visionnaires de notre temps », a résumé Michel Walberg.

« Riopelle était inépuisable. Sa peinture était pleine à craquer. C'était une pure présence », a dit l'historien et critique Pierre Schneider, qui a monté de grandes rétrospectives Riopelle à Paris dans les années 1970 et 1980.

Le peintre Fernand Leduc, cosignataire du *Refus global* et établi à Paris, n'a pu se déplacer. À 84 ans, le peintre sort peu, a-t-on expliqué. En revanche, Marcel Barbeau, qui vit lui aussi dans la capitale française, était là. Il a évoqué ses jeunes années aux côtés de Riopelle, avec qui il partageait un atelier au Plateau Mont-Royal à l'époque où ils fréquentaient l'École du meuble. « C'était un hangar inconfortable qu'on chauffait tant bien que mal, a-t-il raconté. C'était une période difficile, sans argent, sans galeries. »

LA GUÉPIÈRE®
CONTEMPORAINE®

LE BALCONNET BANDEAU RELIEF 21.95

40% DE RABAIS sur un balconnet mousse, jeune, sexy, à jolies textures de fleurs en rayures ton sur ton, décolleté carré, bretelles bordées ruban. Blanc ou marine. 34 à 38 A,B,C. Rég. 37.00 Bikini coordonné 12.99

LE BAS CULOTTE DE MAINTIEN 3.99

30% DE RABAIS sur un bas nylon 15 deniers de qualité supérieure. Jambes préformées pour un galbe impeccable, pointes renforcées invisibles. Noir, ombre, grège, chameau, naturel, minuit. P.m.g.tg. Rég. 6.00

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE OUEST, PROMENADES ST-BRUNO, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

L'énoncé « complémentaire » de Marois : aussi politique qu'économique

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Geste surprise aussi politique qu'économique, le mini-budget déposé aujourd'hui à l'Assemblée nationale est pour le gouvernement Landry une façon d'accroître la pression en vue d'une déclaration unanime de tous les élus québécois pour attaquer Ottawa.

Cette motion n'est que le premier pas d'une « démarche » toujours secrète préparée par les stratèges de Bernard Landry. Après l'adoption d'un texte à l'Assemblée nationale, M. Landry souhaiterait étendre le débat à l'ensemble de la société. En dernier recours, M. Landry « n'écarte pas » la tenue d'un référendum sur le déséquilibre fiscal, à l'occasion d'élections générales.

La ministre des Finances, Pauline Marois, abordera cet après-midi la controverse du déséquilibre fiscal avec Ottawa, mis en relief au début du mois par la commission Séguin. Selon le gouvernement Landry, Ottawa prive Québec de deux milliards de recettes par année en occupant plus que sa part de l'assiette fiscale.

Rien pour la santé

Ce manque à gagner force Québec à rogner sur des dépenses importantes comme la santé, et, pour appuyer sa démonstration, Québec n'injectera pas davantage d'argent aujourd'hui au mégaministère piloté par François Legault, David Levine et Roger Bertrand.

Avec les 12,5 heures de débat qui suivront à l'Assemblée nationale — la moitié du temps normalement attribué à un budget en bonne et due forme —, et le débat

sur les crédits budgétaires qui seront déposés jeudi ou mardi prochains, l'Assemblée nationale ne pourra recevoir de projets de loi avant la fin avril ou même le début mai.

Comme l'indiquait *La Presse* hier, l'énoncé budgétaire de Pauline Marois distribuera quelques centaines de millions encaissés en surplus depuis novembre surtout aux bénéficiaires de l'aide sociale et aux plus démunis. Dans le budget de novembre dernier, M^{me} Marois avait réglé des comptes en coulisses. Ainsi, Richard Legendre, proche de Gilles Baril, n'avait pas eu d'argent au Tourisme, tandis que M. Baril, disciple inconditionnel de M. Landry, avait dû financer sa politique de la ruralité à même ses budgets existants, rappelant des vétérans péquistes. Supporter de M^{me} Marois, l'ancien ministre David Cliche avait été bien mieux traité.

Aujourd'hui, explique-t-on en coulisses, l'exposé de M^{me} Marois vise avant tout à accroître la pression sur les libéraux qui se réuniront le même jour en caucus pour discuter de la proposition faite par M. Landry à M. Charest lors d'une brève réunion la semaine dernière. Les chiffres de M^{me} Marois illustrent encore plus dramatiquement ce déséquilibre, rendant plus difficile la tâche aux libéraux pour expliquer leur refus de se rallier à une motion très « neutre » constatant l'iniquité de la situation actuelle pour le Québec.

La première étape de cette stratégie a été pour le gouvernement de rendre publique la motion qu'il souhaite faire adopter à l'unanimité : « Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement fédéral



Photo ROBERT SKINNER, LA PRESSE

La ministre des Finances, Pauline Marois, abordera cet après-midi la controverse du déséquilibre fiscal avec Ottawa.

de reconnaître et corriger le déséquilibre fiscal qui met en péril la pérennité des programmes sociaux au Québec et dans les autres provinces, notamment en ce qui a trait aux systèmes de soins de santé, d'éducation et de soutien à la famille ».

« Ils sont en train de nous fourrer, Claude H. Roy (le chef de cabinet du premier ministre Landry) m'a soumis ce texte il y a moins d'une heure pour qu'on voie si on peut s'entendre sur un libellé », s'est insurgé le chef de cabinet de M. Charest, Ronald Poupart.

Dossier noir

De leur côté, les péquistes ont rassemblé le dossier noir des positions de Jean Charest qui, à plusieurs occasions, a refusé d'appuyer des consensus qui se dessinaient au Québec contre le gouvernement fé-

déral, « où le chef libéral a fait passer ses intérêts partisans avant les intérêts supérieurs du Québec », affirme une note préparée à l'intention de l'ensemble des ministres.

On recense notamment le refus de M. Charest d'appuyer un front commun sur les constatations de la commission Séguin avant les prochaines élections. On relève aussi que M. Charest n'a pas voulu que le PLQ appuie le projet de loi 99 destiné à contrer la loi fédérale sur la clarté référendaire. M. Charest a également refusé d'attaquer Ottawa dans le dossier des congés parentaux.

cyberpresse.ca

Renseignez-vous sur

la mise à jour budgétaire de Pauline Marois

dès son dévoilement à

www.cyberpresse.ca

Les cachotteries du ministère de la Santé

ANDRÉ DUCHESNE

QUÉBEC — Négation de l'existence d'un document, omission de le transmettre, manque de précision sur les recours prévus par la loi, déchetage d'exemplaires papier : telles sont les conclusions troublantes faites par la Commission d'accès à l'information et rendues publiques hier relativement à une plainte déposée contre le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Déposée le 30 novembre dernier par le député libéral de Châteauguay, Jean-Marc Fournier, la plainte concerne un document transmis par le ministère de la Santé (MSSS) à la Commission des états généraux sur l'avenir de la langue française au Québec (la commission Larose) relativement à la livraison de services aux communautés d'expression anglaise.

Cette demande d'accès au document avait été formulée le 19 septembre 2001. Les libéraux voulaient alors savoir ce que le gouvernement entendait faire afin de préserver les services en anglais dans les hôpitaux. « Il y avait alors des tiraillements sur le sujet avec l'aile radicale du Parti québécois », explique à ce sujet M. Fournier en entrevue à *La Presse*.

Dans une lettre datée du 4 octobre 2001 et envoyée à M. Fournier, le responsable de l'application de la Loi sur l'accès à l'information au MSSS, Claude Lamarre, répondait qu'aucun document de ce genre n'existait. Or, quelques semaines plus tard, les libéraux apprenaient qu'au contraire, un tel document de 68 pages existait bel et bien et qu'il constituait en fait une version papier d'une présentation faite avec le logiciel Power Point par un fonctionnaire du ministère aux membres de la commission Larose.

Cette omission étonne visiblement la commissaire chargée de faire enquête, M^e Diane Boissinot, qui estime que le personnel du MSSS chargé d'acheminer le document demandé par les libéraux n'a visiblement pas fait correctement son travail.

Elle note entre autres que le fonctionnaire chargé de la présentation Power Point avait indiqué à une assistante de M. Lamarre qu'il avait fait un exposé oral et qu'une copie papier avait été remise à chaque membre de la commission Larose. Ce même fonctionnaire se demandait justement si une présentation Power Point constituait un document au sens de la Loi d'accès à l'information et ajoutait ne pas avoir eu de réponse claire à ce sujet.



VOLVO
pour la vie

1.9T 449\$⁺
VOLVO S40 /mois (48 mois)

LA S40: RIEN À DONNER SAUF VOTRE SIGNATURE.

BOÎTE DE VITESSES AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS • SIÈGES AVEC SYSTÈME DE PROTECTION ANTICONTRECOUP • RIDEAUX GONFLABLES LATÉRAUX • PROTECTION CONTRE L'IMPACT LATÉRAL • DÉVERROUILLAGE DES PORTES TÉLÉCOMMANDÉ AVEC SYSTÈME D'ALARME • SYSTÈME DE CLIMATISATION ÉLECTRONIQUE • CHAÎNE AUDIOPHONIQUE À 6 HAUT-PARLEURS • ROUES EN ALLIAGE • SYSTÈME DE FREINAGE ABS

Acumpte : \$ 000.00
Dépôt de garantie : \$ 000.00
Premier paiement mensuel : \$ 000.00
Montant dû à la livraison : \$ 000.00

Frais de transport, livraison et préparation, taxes, immatriculation et assurance en sus



2.4 449\$⁺
VOLVO S60 /mois (48 mois)

LA S60: DE TAILLE MOYENNE, MAIS LOIN D'ÊTRE MOYENNE.

BOÎTE DE VITESSES MANUELLE À 5 RAPPORTS • RÉGULATEUR DE STABILITÉ ET DE TRACTION • ROUES EN ALLIAGE • RIDEAUX GONFLABLES LATÉRAUX • SIÈGES AVEC SYSTÈME DE PROTECTION ANTICONTRECOUP • SIÈGES CHAUFFANTS À DEUX RÉGLAGES • SYSTÈME DE SÉCURITÉ AVEC DÉVERROUILLAGE DES PORTES TÉLÉCOMMANDÉ • FREINS À DISQUE ASSISTÉS SUR LES QUATRE ROUES • LECTEUR CD ENCASTRÉ • SYSTÈME DE CLIMATISATION ÉLECTRONIQUE

Acumpte : \$ 425.00
Dépôt de garantie : \$ 000.00
Premier paiement mensuel : \$ 498.44
Montant dû à la livraison : \$ 923.44

Frais de transport, livraison et préparation, taxes, immatriculation et assurance en sus



2.9 SR 629\$⁺
VOLVO S80 /mois (48 mois)

LA S80: LA VOITURE DE LUXE QUI NE SE PREND PAS POUR UNE AUTRE.

SELLERIE EN CUIR • CHAÎNE AUDIOPHONIQUE À 8 HAUT-PARLEURS AVEC LECTEUR CD • RIDEAUX GONFLABLES LATÉRAUX • ROUES EN ALLIAGE • SYSTÈME DE PROTECTION ANTICONTRECOUP • RÉGULATEUR DE STABILITÉ ET DE TRACTION • PROTECTION CONTRE L'IMPACT LATÉRAL • SYSTÈME DE SÉCURITÉ AVEC DÉVERROUILLAGE DES PORTES TÉLÉCOMMANDÉ ET SYSTÈME D'ALARME • GARNITURES EN BOIS • SYSTÈME DE CLIMATISATION ÉLECTRONIQUE

Acumpte : \$ 6100.00
Dépôt de garantie : \$ 000.00
Premier paiement mensuel : \$ 628.34
Montant dû à la livraison : \$ 6728.34

Frais de transport, livraison et préparation, taxes, immatriculation et assurance en sus

LES TROIS FONT LE MOIS.

LA SUITE À VOLVOCANADA.COM ET CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE VOLVO.

le groupe
VOLVO

Laval
VOLVO Laval
div. de Boulevard St-Martin Ouest
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO L'ÉE
4315, boul. Métropolitain Est
(514) 725-9394

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

Le PDSF pour une Volvo S40 1.9T/S60 2.4/S80 2.9SR 2002 est de 31 495 \$/36 495 \$/54 985 \$ 10 offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation de crédit. À titre d'exemple, location d'une Volvo S40 1.9T/S60 2.4/S80 2.9SR 2002 : 448,85 \$/498,44 \$/628,34 \$ par mois pendant 48 mois à un taux annuel de 3,95 %/4,01 %/2,9 %. 0 \$/425 \$/6 100 \$ d'acompte et échange équivalent. Le coût total de location est de 21 544,80 \$/23 925,12 \$/30 160,32 \$. Prix d'achat à l'échéance du bail de 13 500,90 \$/20 536,70 \$/22 773,45 \$. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Le premier paiement mensuel pour la S60 2.4 et la S80 2.9 SR dû au début à la livraison. Le premier paiement mensuel de 448,85 \$ pour la S40 1.9T est payé par Automobiles Volvo du Canada. Dépôt de garantie non requis jusqu'au 31 mars 2002. Kilométrage limité à 20 000 km par an (frais de 0,08 \$/0,16 \$/0,16 \$ par kilomètre excédentaire). Frais de transport et de livraison de 1 050 \$, taxes, immatriculation et assurance en sus. Le concessionnaire peut réduire le prix de vente ou de location. Véhicules illustrés avec roues en option. L'offre s'applique aux Volvo S40/S60/S80 2002 neuves en inventaire achetées ou louées chez les concessionnaires Volvo participants tant qu'il y en aura. Certaines conditions d'application. Tous les détails chez votre concessionnaire Volvo. ©2002 Automobiles Volvo du Canada Ltée. «Volvo pour la vie» est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltée. Boucliez toujours votre ceinture de sécurité. Visitez www.volvocanada.com.

LE CENTRE EQUILIBRIUM PRÉSENTE
L'INSTITUT DE YOGA
ET DE MÉDITATION

POUR INFORMATION SUR
LES COURS APPELÉZ
(514) 843-YOGA(9642)

loto-québec résultats

6/49

Tirage du 2002-03-18

06	13	16	18	23
24	25	27	30	37
42	49	53	55	60
63	65	66	68	70

NUMÉRO: 416032

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L.Q. cette dernière a priorité.

T.V.A., LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

Commencez vos exercices
sur le bon pied

new balance
MX 1004

2A B D 2E 4E

DES LARGEURS POUR SATISFAIRE TOUTS VOS BESOINS.
POUR COURIR, MARCHER ET S'ENTRAÎNER OU JUSTE ÊTRE L'ÉLITE.

Spécialiste de chaussures athlétiques depuis 1985

boutique

endurance

6579, rue Saint-Denis, Montréal
(514) 272-9267
endurance.montrealplus.ca

Métro Beaubien / Stationnement disponible



Photothèque La Presse
 Quelque 14 000 citoyens ont apposé leur signature sur une pétition exigeant un nouveau tracé pour le prolongement de l'autoroute 30.

Pétition de 14 000 noms contre le tracé de la 30

ANDRÉ DUCHESNE

QUÉBEC — Quelque 14 000 résidents et commerçants de Candiac, Delson, Saint-Constant et Sainte-Catherine demandent au ministre des Transports Serge Ménard de rejeter le projet d'autoroute en tranchée en vue du prolongement de la 30 sur leur territoire.

Les contestataires ont signé une pétition qu'ils ont fait déposer il y a quelques jours à l'Assemblée nationale par la voie du député libéral d'Orford, Robert Benoit. La signature de cette pétition s'inscrit dans la foulée d'une rencontre réunissant quelques centaines d'opposants tenue à la mi-février.

Essentiellement, les citoyens, commerçants et gens d'affaires s'insurgent contre le projet baptisé « tracé nord » retenu par le ministère des Transports qui fait passer ce tronçon de 7,7 kilomètres dans l'axe de l'actuelle route 132, donc en plein cœur des municipalités, en aménageant une tranchée de 25 mètres de profondeur.

Le projet, aussi qualifié d'autoroute aménagée en dépression, rappelle celui du réaménagement de la rue Notre-Dame à Montréal, lui aussi fort contesté, au premier chef, par les autorités municipales de la métropole.

Dans le cas de l'autoroute 30, les opposants craignent que le passage, bon an mal an, de deux millions de camions dans leurs municipalités, entraîne des problèmes de pollution atmosphérique, de sécurité, de bruit, d'odeur, etc.

Ils réclament du Ministère qu'il retienne plutôt le « tracé sud » du projet. Celui-ci passe, comme son nom l'indique, à la limite sud des noyaux urbains, sur des terres agricoles. Non seulement cette solution serait-elle plus avantageuse pour la qualité de vie des citoyens, argue-t-on, mais aussi beaucoup moins coûteuse. En effet, le « tracé sud » en étant un de surface, les coûts de construction avoisineraient les 50 millions de dollars, comparativement à 178 millions de dollars pour le « tracé nord ».

À Québec, le nouveau ministre des Transports Serge Ménard n'a pas fermé la porte à la proposition, assurant que celle-ci serait examinée.

« Le tracé nord est celui qu'avaient demandé les quatre municipalités concernées. Depuis, une seule municipalité (Sainte-Catherine) n'en veut plus. On peut regarder le tracé sud. De toute façon, c'est le tracé alternatif que nous avons proposé au BAPE. J'ai demandé aux fonctionnaires de les présenter avec une égale objectivité », a indiqué M. Ménard à *La Presse*.

Depuis la semaine dernière, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) tient une audience concernant le projet de construction. Le BAPE doit remettre son rapport d'évaluation au plus tard le 18 juin au ministre de l'Environnement et aux Affaires municipales.

Court délai

Par ailleurs, le comité spécial mixte chargé de déterminer les modalités de l'engagement financier des gouvernements fédéral et provincial dans le prolongement de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Vaudreuil devrait faire rapport cette semaine, soit avec quelques jours de retard sur l'horaire prévu, a-t-on fait savoir au cabinet de M. Ménard hier.

Ce comité a été mis sur pied à la suite de la rencontre entre M. Ménard et son homologue fédéral David Collenette le 21 février dernier. Les deux ministres avaient alors donné le mandat à des hauts fonctionnaires de leur cabinet respectif de se rencontrer afin de fixer les modalités d'encadrement du dossier, incluant les questions de financements, d'études, de lois applicables et du tracé final. Plusieurs rencontres ont eu lieu, nous assure-t-on au bureau de M. Ménard.

Sur les planches à dessin depuis une trentaine d'années, le projet intégral de l'autoroute 30 devrait relier Sorel à Vaudreuil et devenir la principale voie de contournement de l'île de Montréal par le sud-ouest.

TRAVAUX ROUTIERS

Le Bloc réclame l'aide promise par Ottawa

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le Bloc québécois a exhorté hier le gouvernement fédéral à tenir ses promesses électorales et à dégager avant la fin du présent exercice financier, soit avant le 31 mars, l'argent nécessaire à l'achèvement des principales routes et autoroutes du Québec.

« Respectez vos promesses. C'est assez ! » C'est en ces termes que la députée de Jonquière et porte-parole du Bloc québécois en matière d'infrastructures, Jocelyne Girard-Bujold, a apostrophé les libéraux fédéraux après avoir constaté que rien n'avait été prévu pour le fameux Fonds canadien des infrastructures stratégiques — qui devait à lui seul disposer de 2 milliards — dans les crédits budgétaires récemment déposés par la présidente du Conseil du Trésor, Lucienne Robillard.

« Nous savons également, a expliqué la députée de Jonquière, que le 10 décembre dernier, le ministre des Finances, Paul Martin, prévoyait un surplus budgétaire de 1,8 milliard et qu'en fin d'exercice, au 31 mars, ce surplus sera de près de 10 milliards de dollars. Ce que nous disons au gouvernement fédéral, aujourd'hui, c'est qu'il y a suffisamment d'argent dans le surplus pour démarrer le Fonds canadien des infrastructures stratégiques. »

Malgré les promesses faites par les libéraux, lors de la dernière campagne électorale, de l'ordre de 1,7 milliard pour sa seule contribution au réseau routier du Québec, le député d'Argenteuil-Papineau-Mirabel, Mario Laframboise, rappelle que la seule somme disponible actuellement à Ottawa pour l'ensemble du réseau routier canadien est de 600 millions de dollars. « Là-dessus, ajoute M. Laframboise, il y a environ 500 millions qui seront affectés directement au dossier des autoroutes au Canada. La part du Québec est de 108 millions au cours des quatre prochaines années. »

« Dans le plan budgétaire 2001 du gouvernement fédéral du 10 décembre 2002, rappelle à son tour le député de Châteauguay, Robert Lanctôt, il était dit que le gouvernement fédéral prévoyait une contribution d'au moins deux milliards du gouvernement fédéral à titre de dotation initiale à même l'excédent budgétaire à la fin de l'exercice. »

Le Bloc a fait valoir de plus que Québec avait élaboré des protocoles d'entente pour cinq grands projets routiers en respectant la participation habituelle de 50 % du gouvernement fédéral. « Ottawa ne signe pas ces protocoles, affirme Robert Lanctôt, alors que l'argent est disponible présentement. »

« Pour la 175 chez nous, a affirmé M^{me} Girard-Bujold, ils nous font des promesses depuis des lunes. Il n'y a pas une semaine où je n'ai pas un ministre fédéral qui vient chez nous et qui nous dit qu'il fera la 175. C'est drôle, c'est juste au Québec qu'ils font des promesses de cette nature-là lors des élections. Ils ont l'argent, ils ont fait les promesses, alors qu'ils passent à la caisse. »

Le Bloc québécois insiste sur le fait que le gouvernement du Québec a déjà déposé cinq protocoles pour les projets routiers de la 30, de la 185, de la 175, de la 50 et de la 35. « M^{me} Marois, lors de son dernier budget, commente M^{me} Girard-Bujold, a dégagé l'argent pour soutenir ces cinq protocoles. Pourquoi Ottawa ne peut-il en faire autant ? »

Québec a en effet présenté à Ottawa des protocoles de réalisation des projets dont sa participation, sauf pour la Transcanadienne (185), est de 50 % des coûts. Le gouvernement du Québec est donc en mesure à l'heure actuelle de payer la moitié des 525 millions nécessaires au doublement de la 175 dans la réserve faunique des Laurentides, la moitié des 400 millions du prolongement de la 50 vers Gatineau, la moitié des 130 millions du prolongement de l'autoroute 35 vers les États-Unis et la moitié des 730 millions pour l'autoroute 30.

Jeudi, 21 mars 2002

Université Concordia
 1455, boulevard de Maisonneuve Ouest
 Pavillon Henry F. Hall, salle H-110
 Métro Guy-Concordia

Vendredi et samedi, 22 et 23 mars 2002

UQÀM
 Université du Québec à Montréal
 Pavillon Judith-Jasmin (J-M400)
 405, rue Sainte-Catherine Est
 Métro Berri-UQAM

14^e

COLLOQUE SUR LES LEADERS DU QUÉBEC CONTEMPORAIN

1970-1976 1985-1994

Robert Bourassa

Un bâtisseur tranquille

Commanditaire principal

Québec

SNC-LAVALIN

Téléphone : (514) 987-3000, poste 2065#
 www.uqam.ca/Robert_Bourassa
 bourassa@uqam.ca
 Gratuit pour les étudiants et les sans-emploi

DE SÉRIE :
 85 ans d'expérience comme fabricant de camions dans plus de 140 pays.

OPTIONNEL :
 Diptera Tabanidae Tabanus de l'Himalaya

Isuzu Rodeo 4X4 S 2002

- V6 3,2 LITRES DÉLIVRANT 205 HP
- FREINS ANTIBLOCCAGE
- CLIMATISATION
- LÈVE-GLACES / VERROUILLAGE DES PORTES ÉLECTRIQUES
- LECTEUR DE DISQUES COMPACTS
- RÉGULATEUR DE VITESSE

Financement de

0,9%

jusqu'à 60 mois

ou louez pour

399\$

/mois
 Bail de 48 mois
 3700 \$ comptant
 1,9% taux de location

Isuzu Rodeo 4X4 SE 2002 édition spéciale aussi disponible!

ISUZU
Loin devant.

isuzucanada.com

Cette offre est d'une durée limitée. Basée sur un Isuzu Rodeo S 1.8 2002. PDSF de 32 885\$. Mensualité calculée sur un bail de 48 mois et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du bail, un comptant initial (ou échange équivalent), ainsi qu'un premier versement et un dépôt de sécurité remboursable vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage alloué est de 80 000 km et chaque km supplémentaire ne vous coûtera que 0,12\$. Cette offre est sujette à changement sans préavis. Les détaillants peuvent fixer des prix ou des mensualités moindres.

Saturn Saab Isuzu de Brossard (514) 872-2500

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne (450) 354-1214

West Island Saturn Saab Isuzu (514) 332-4424

Région Saturn Saab Isuzu (514) 342-2222

Saturn Saab Isuzu de Blainville (450) 431-4317

Grand Saturn Saab Isuzu (Montréal) (514) 911-9100

Saturn Saab Isuzu de Laval (450) 482-8028

Montréal Saturn Saab Isuzu (Montréal) (514) 985-7222

BAISSE LE SON !

Si vous ou une personne de votre entourage souffrez de surdité, venez nous voir.

Prothèses auditives gratuites

La Régie de l'assurance-maladie du Québec permet à TOUT Québécois, sans limite d'âge ou de revenu, de recevoir gratuitement une prothèse auditive.

Et si vous portez déjà un appareil dont vous n'êtes pas satisfait et êtes éligible au programme, nous pouvons améliorer votre situation.

Laflamme & Associés

Audioprothésistes

Montréal, 525, rue Sherbrooke Est - (514) 849-4500

Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby - 1 800 422-6181

« La réalité a atteint les Québécois », estime Chrétien

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien est d'avis que les Québécois font désormais preuve de réalisme en laissant de côté les grands débats constitutionnels et en s'intéressant davantage aux grandes questions économiques qui concernent l'ensemble du Canada.

« Je pense que la réalité a atteint les Québécois, a déclaré M. Chrétien hier au cours d'une entrevue à l'émission *Le Point* de Radio-Canada. Moi-même et mon gouvernement, a-t-il ajouté, avons arrêté de parler de Constitution. J'ai été mêlé à ça pendant des années. On crée des espoirs et généralement le résultat n'est pas là. Ça crée après cela de la rancœur, de la déception. Ensuite il y a eu la loi sur la clarté pour stabiliser les choses. Et ensuite les gens se sont mis à parler des vrais problèmes. »

Tout en convenant qu'on ne peut jamais affirmer que la question de la souveraineté du Québec est réglée pour toujours, il croit néanmoins que l'enjeu est de plus en plus marginal. Lors d'une autre entrevue, donnée également hier soir, mais cette fois à l'émission *The National* de la chaîne CBC, le premier ministre a rappelé à l'animateur Peter Mansbridge que pendant des années, il ne voulait plus parler de Constitution et que, maintenant, ce sont les journalistes qui ne veulent plus en parler.

« Ça veut dire que ce n'est plus la préoccupation, a-t-il dit. Et je trouve cela impressionnant. Pourquoi ? Parce qu'au Québec comme ailleurs, les gens se préoccupent



Photo Presse Canadienne
Les querelles constitutionnelles sont choses du passé, a soutenu hier le premier ministre Jean Chrétien lors d'une interview diffusée à l'antenne de Radio-Canada.

des problèmes de croissance économique, de compétitivité, d'innova-

tion, de société moderne, de la vie dans la globalisation. Je trouve que

c'est très sain. »

En accordant ces entrevues aux deux réseaux nationaux, le premier ministre faisait amende honorable pour les traditionnelles entrevues des Fêtes que n'ont pu faire les deux chaînes en décembre dernier en raison d'une grève des techniciens de la société d'État.

Parmi les nombreux autres sujets abordés hier, M. Chrétien a parlé de l'engagement résolu du Canada dans la lutte contre le terrorisme international. Il a toutefois fait preuve de grande prudence en ce qui concerne l'éventualité d'un engagement canadien dans la lutte contre « l'axe du mal » du président George W. Bush. Le premier ministre a avoué qu'il avait peu discuté de l'Irak lors de sa rencontre avec M. Bush jeudi dernier à Washington. « D'abord, il ne m'a pas demandé d'envoyer des troupes, a-t-il affirmé. Il m'a dit que s'il y avait une opération, il consulterait le Canada et les alliés. Et je suis d'accord avec lui quand il dit que l'Irak doit respecter les directives des Nations unies de laisser les inspecteurs venir pour s'assurer qu'ils ne produisent pas des armes de destruction massive. »

M. Chrétien a rappelé que la préoccupation vis-à-vis de l'Irak n'existait pas seulement depuis le 11 septembre, que la question des visites de l'ONU des installations irakiennes et les efforts déployés par l'Irak pour se soustraire à ces inspections n'était pas nouvelle. « C'est une préoccupation qui existait sous Clinton, a dit M. Chrétien, comme elle existe sous Bush. »

Le premier ministre a confié qu'il

n'avait eu aucune indication du président Bush d'une imminente opération militaire contre l'Irak et que, de toute façon, a-t-il ajouté, il avait eu l'assurance du président des États-Unis qu'il serait consulté le cas échéant. Si le réseau terroriste Al-Qaeda se regroupait pour reprendre ses activités terroristes, a aussi déclaré M. Chrétien, le Canada agira. Pour l'instant, le chef du gouvernement ne voit aucun lien entre l'Irak et Al-Qaeda.

Quant au rôle que joue le Canada dans l'effort de guerre au terrorisme en Afghanistan, le premier ministre entend évaluer la situation en juillet.

Enfin, M. Chrétien s'est dit confiant qu'un règlement sera trouvé dès cette semaine sur la question du conflit du bois d'oeuvre avec les États-Unis. « On aura un règlement, a-t-il dit. Probablement qu'il restera des ficelles à attacher après jeudi. Mais j'ai été très satisfait de la déclaration du président Bush parce qu'il a fixé lui-même à jeudi le 21 la date butoir pour un règlement. »

Le premier ministre a exprimé sa préférence pour un accès libre du bois d'oeuvre canadien au marché américain. « Nous ne voulons pas des quotas », a-t-il dit. Il croit que le président Bush est sincère lorsqu'il dit qu'il veut respecter l'accord sur le libre-échange, soulignant qu'il avait imposé des tarifs sur l'acier aux Européens, mais qu'il ne l'avait pas fait pour les Canadiens. « J'espère que ce sera à peu près la même chose pour le bois d'oeuvre, a dit M. Chrétien, et que cela nous donnera une solution à long terme, et non une solution pour cinq ans. »

POINTS D'IMPÔT

Charest refuse d'appuyer Landry

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

LE CHEF LIBÉRAL Jean Charest réitère son refus d'appuyer le gouvernement de Bernard Landry pour revendiquer unanimement le transfert de points d'impôt d'Ontario, justifiant son refus par les motivations politiques profondes du premier ministre à ce sujet.

De passage hier dans la circonscription d'Anjou, où une élection complémentaire aura lieu le 15 avril, le chef libéral a soutenu que le gouvernement péquiste revendique ce transfert de points d'impôt dans l'espoir d'aider son option souverainiste, alors que l'opposition libérale le revendique pour pouvoir mieux gérer le réseau de la santé, qui est actuellement sous-financé.

Plaidant des finalités distinctes, il refuse donc d'apporter son appui au gouvernement Landry pour qu'une revendication unanime à ce sujet soit soumise au gouvernement fédéral. « Je ne l'appuierai pas, parce qu'on ne poursuit pas les mêmes objectifs. »

« Cette question des points d'impôt est au coeur du plan d'action qu'on a livré et qui a été vertement dénoncé par Bernard Landry et, soudainement, M. Landry voudrait faire une grande messe au sujet du transfert de points d'impôt », s'est exclamé le chef libéral, outré.

M. Charest a fait valoir que le principe de revendiquer un transfert de points d'impôt ne constituait « pas une fin en soi », mais que ce transfert représentait « un moyen pour nous de pouvoir gérer les services dans la santé » avec du budget.

Devant l'insistance des journalistes qui saisissaient mal son refus, puisque le Parti libéral lui-même défend cette position d'un transfert de points d'impôt, M. Charest a rétorqué : « Si M. Landry pensait vraiment aller au-delà des intérêts politiques, pourquoi a-t-il jeté à la poubelle le plan d'action qu'on a rendu public pour l'avenir du Québec et qui a, en plein coeur de ce qui est proposé, le transfert de points d'impôt. Où est l'honnêteté de celui qui rejette ça du revers de la main et le met à la poubelle ? »

M. Charest a même revendiqué la tenue d'élections générales, arguant que le gouvernement qui y sera élu jouira alors d'un mandat clair et d'une plus grande crédibilité pour revendiquer ce transfert de points d'impôt. « Le prochain gouvernement du Québec aura un vrai mandat. »

Dans l'éventualité où il serait porté au pouvoir, le Parti libéral chercherait alors à « bâtir des alliances avec nos autres partenaires de la fédération » de façon à présenter au gouvernement fédéral un front commun et à l'amener à la table de négociation, a expliqué M. Charest.

Par ailleurs, M. Charest s'est présenté aux côtés de la candidate dans Anjou, Lise Thériault, une femme d'affaires du coin. Celle-ci a précisé que les électeurs lui parlaient surtout des questions de santé, de pénurie de places dans les garderies et de décrochage scolaire.

L'élection complémentaire y aura lieu en même temps que celles dans les circonscriptions de Viger et Saguenay.

La Chrysler Neon LE 2002



À UN PRIX ENCORE JAMAIS VU.

Louez à

199\$*

par mois.

Location de 48 mois.
Comptant initial de 2 800 \$
ou échange équivalent.
Transport et taxe sur le
climatiseur inclus.

Options de location de 48 mois offertes*	
Mensualités	Comptant initial
229\$	1 380\$
259\$	0\$

Ou choisissez

0%

de financement
à l'achat jusqu'à
60 mois.

L'ENSEMBLE 21D COMPREND :

Transmission manuelle • Insonorisation de luxe • Moteur de 2 L, 16 soupapes, 132 ch • Climatiseur • Sacs gonflables avant de nouvelle génération • Tapis protecteurs avant et arrière • Radio AM/FM avec lecteur de CD et 6 haut-parleurs • Ancrage d'attache pour siège d'enfant • Système antidémarrage Sentry Key™ • Dégivreur de lunette • Suspension indépendante aux 4 roues • Colonne de direction inclinable • Miroirs de courtoisie • Console intégrale avec porte-gobelets • Plein d'essence gratuit¹

Climatiseur
et lecteur
de CD inclus

daimlerchrysler.ca
1 800 361-3700

CHRYSLER
Voici ma voiture.

5100

Pour votre tranquillité d'esprit, tous les modèles Chrysler, Dodge et Jeep[™] 2002 offrent une garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur et une assistance routière de 5 ans/100 000 km**.

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler • Dodge • Jeep.

* Tarifs mensuels pour 48 mois établis pour la Chrysler Neon 2002 avec l'ensemble 21D. Premier versement et dépôt de sécurité exigés à la livraison. Transport et taxe sur le climatiseur inclus. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15¢ le kilomètre. Immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre et taxes en sus. 10% de financement à l'achat jusqu'à 60 mois sur toutes les Chrysler Neon 2002. Transport, immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, taxe sur le climatiseur et taxes en sus. **, 1 Sous réserve de l'approbation de Services financiers DaimlerChrysler. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Offres d'une durée limitée, valables sur les modèles 2002 seulement et exclusives qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques. Les offres peuvent changer sans préavis. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Photo à titre indicatif seulement. ** Selon que l'une ou l'autre circonstance se produira la première. Des conditions s'appliquent. 0 Plein d'essence gratuit à l'achat ou à la location de tout véhicule neuf 2002. 1 Remise aux diplômés de 500\$ à la location ou de 750\$ à l'achat. Cette offre exclut la Dodge Viper et la Chrysler Prowler. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Chrysler est une marque déposée de DaimlerChrysler Canada Inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation. Portez toujours votre ceinture. La banquette arrière est l'endroit le plus sûr pour asseoir les enfants.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Dodge • Jeep[™] du Québec

DIPLOMÉS

Rabais
jusqu'à 750\$†

CHRYSLER

Dodge
Jeep

30305604

| ASSEMBLÉE NATIONALE |

Francophones et francophiles honorés

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

QUÉBEC — Sept citoyens se sont vu décerner hier soir des insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique.

Lors d'une cérémonie solennelle au Salon rouge de l'Assemblée nationale, qui a été présidée par le premier ministre Bernard Landry et par la ministre de la Culture, Diane Lemieux, les insignes de l'Ordre ont été remis pour honorer des services rendus à l'épanouissement de la langue française en Amérique ou ailleurs dans le monde.

L'Acadien Gérald Boudreau a été loué pour la façon dont il a défendu la cause des Acadiens et pour son travail de consolidation de la langue française en Nouvelle-Écosse.

M. Boudreau est secrétaire général de l'Université Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse. Il préside aussi l'Association canadienne d'éducation de langue française.

Un autre lauréat a été le Franco-Ontarien Guy Matte. Ce dernier milite activement pour la reconnaissance des droits des minorités francophones au Canada. Il est secrétaire de l'Association des enseignants de l'Ontario. Il a aussi présidé de 1989 à 1991 la Fédération des francophones hors Québec.

La Franco-Manitobaine Maria Chapat a pour sa part reçu l'insigne pour son travail au Collège universitaire de Saint-Boniface. La lauréate a de plus été directrice du Centre culturel franco-manitobain et directrice de la Société franco-manitobaine.

On a aussi remis l'insigne de l'Ordre à l'Américain Warren Perrin, avocat louisianais voué à la défense des Cajuns et des Créoles de Louisiane.

M. Perrin a présidé le Conseil pour le développement du français en Louisiane. Il a de plus été instigateur de la requête pour exiger des excuses officielles de la Couronne britannique à la suite de la déportation des Acadiens en 1755.

Deux Québécois ont été honorés. Il s'agit d'André Marier, qui a été

un des hauts fonctionnaires artisans de la Révolution tranquille et conseiller municipal à Québec, et du journaliste Jean Paré, qui dirigeait jusqu'à tout récemment le magazine *L'actualité*.

M. Marier a valorisé la langue française tout au long de sa longue carrière tandis que Jean Paré s'est signalé comme un ardent défenseur de la langue française dans l'information rigoureuse et précise qu'il a livrée au public.

Par ailleurs, le recteur des sciences humaines à l'Université de Moscou, Youri Afanassiev, a été

honoré en reconnaissance de son engagement à promouvoir la connaissance et l'amour du français en Russie.

M. Afanassiev a reçu sa décoration des mains du premier ministre Landry lors du passage de ce dernier à Moscou en février dernier.

Enfin, la revue *Québec français* a reçu le prix du Trois-juillet-1608 pour sa promotion des lettres québécoises et de la langue française. Fondée en 1974 et possédant un tirage de 3000 exemplaires, la revue paraît quatre fois l'an et fait appel à une large collaboration de bénévoles.



Photo Presse Canadienne

Le journaliste Jean Paré a reçu des mains du premier ministre Bernard Landry l'insigne de l'Ordre des francophones d'Amérique.

**Anglais,
Français,
Espagnol, italien.**

Y M C A PROCHAINES SESSIONS
(jour, soir)
1^{er} avril
et
29 avril
Inscrivez-vous aujourd'hui!

Centre-ville : (514) 849-8393
postes 709, 719

Hochelega-
Maisonneuve : (514) 255-4651

www.ymcamontreal.qc.ca / langues

FORMES
COLLECTION FEMME ENCEINTE

LES BOUTIQUES FORMES AU CANADA :
MONTRÉAL 2185, rue Crescent Tél. : (514) 843 69 96
TORONTO 126, av. Cumberland Tél. : (416) 972 02 07
Catalogue gratuit sur demande au 1 800 750 45 43
www.formes.com

PARIS LONDRES TOKYO

ce soir à

TQS

Le Grand Journal
avec Jean-Luc Mongrain
17 h

Félix Séguin
Il fonce :
rien à son épreuve...

Flash
avec Patricia Paquin et Alain Dumas
Où logeront les stars lors des Oscars ?
18 h 30



Photo AFP

Le Sommet pour un financement pour le développement, comme bien d'autres sommets avant lui, n'échappe pas aux manifestations des antimondialistes. La première a eu lieu hier, dans le parc Alameda, à Monterrey; d'autres sont attendues jusqu'à la fin de la rencontre.

Pauvreté: les pays riches invités à passer de la parole aux actes

HERVÉ ROUACH
Agence France-Presse

MONTERREY (Mexique) — Plus de 300 ministres, venus de tous les continents, ont entrepris hier à Monterrey, dans le nord du Mexique, les travaux d'un sommet mondial destiné, sous l'égide de l'ONU, à remettre la lutte contre la pauvreté en tête des priorités et à placer les pays riches devant leurs responsabilités.

En prélude à ce « Sommet pour un financement pour le développement », auquel participeront à partir de jeudi une soixantaine de chefs d'État et de gouvernement, dont le président des États-Unis George W. Bush, quelque 260 organisations non gouvernementales (ONG) ont réclamé une « réforme profonde » de l'aide aux pays pauvres.

« Il faut changer les règles pour arrêter l'hémorragie des pays pauvres », a déclaré avant la conférence Alejandro Villar, l'un des principaux organisateurs mexicains d'un Forum global pour le financement du droit à un développement soutenable et équitable.

Les pays riches, il est vrai, ont failli. Les engagements et les promesses, répétés depuis plus de 30 ans, ont été déçus. C'est en 1969, lors d'une assemblée de l'ONU, que les États les plus riches avaient fait le vœu de consacrer 0,7 % de leur produit national brut (PNB) à l'aide publique au développement.

Aujourd'hui, à l'exception des petits États du nord de l'Europe, aucun n'a rempli l'engagement. Au contraire, l'aide publique décroît régulièrement. Elle ne représente plus en moyenne que 0,22 % du PNB des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et 0,1 % à peine pour les États-Unis.

Les ministres et dirigeants mondiaux présents à Monterrey doivent entériner un projet de déclaration finale, « Le consensus de Monterrey », mis au point par l'ONU. Il rappelle à la fois l'importance de l'aide publique, mais aussi le rôle d'un développement équilibré du commerce mondial et de la bonne gouvernance dans les pays pauvres.

Cette déclaration apparaît sans souffle et sans réelle nouveauté par rapport aux paroles et aux bons sentiments exprimés depuis des années face à l'accroissement de la pauvreté. Mais l'ONU espère qu'elle servira de point de départ à une prise de conscience des pays riches et sera renforcée, parallèlement à la conférence, par des engagements plus précis.

S'exprimant devant la presse, en marge des réunions, les responsables mexicains et onusiens ont relativisé l'importance de cette déclaration, en tant que telle, et insisté sur la dynamique qui pourrait être lancée à Monterrey.

« L'important, c'est l'intégration et la stratégie et aujourd'hui, il faut considérer

que le verre est à moitié plein et pas à moitié vide », a déclaré Mark Malloch Brown, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Face aux critiques, Européens et Américains ont pris les devants. Quelques jours avant sa venue à Monterrey, le président Bush s'est engagé à accroître l'aide publique des États-Unis.

« Nous augmenterons notre assistance au développement de 5 milliards de dollars au cours des trois prochains cycles budgétaires », a assuré le président des États-Unis. L'aide publique américaine au développement devrait ainsi passer de 10 à 15 milliards de dollars US par an d'ici à 2005.

De leur côté, les Quinze de l'Union européenne sont convenus de porter en 2006 à 0,39 % du PIB la moyenne communautaire consacrée à l'aide publique au développement, contre 0,33 % à l'heure actuelle.

Le pape Jean-Paul II a lancé un appel. « Un événement de grande importance se déroulera dans les prochains jours à Monterrey (...) J'invite tous (les croyants) à prier pour que la communauté internationale sache répondre avec un engagement généreux et déterminé aux immenses besoins de tant de nos frères qui vivent dans une pauvreté qui offense la dignité humaine », a dit le pape au cours de son angélus, dimanche dernier.

Le noeud gordien de l'aide au développement



FRÉDÉRIC WAGNIÈRE
ANALYSE

Une cinquantaine de chefs de gouvernement et autant de ministres se réunissent cette semaine à Monterrey au Mexique pour discuter du financement du développement. Une évidence saute aux yeux : l'aide des pays riches aux pays les plus pauvres, notamment en Afrique au sud du Sahara, est insuffisante. Mais il est très difficile d'obtenir une aide supplémentaire et de décider sous quelle forme elle doit être accordée. Cela vient en partie du fait que le même clivage entre pays industrialisés et le tiers-monde, qui afflige les négociations commerciales, existe aussi au sujet de l'aide.

On retrouvera au centre des débats le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, deux agences des Nations unies plus que quinquagénaires. Elles ont été créées pour aider le monde — surtout l'Europe — à se relever après la guerre. Par la suite elles se sont tournées de plus en plus vers le développement du tiers-monde. Le FMI avait comme but principal que tous les pays puissent bénéficier d'un système de paiements efficace alors que la Banque mondiale aidait à financer des projets de développement important.

L'avantage de ce système multilatéral devait être de soustraire une grande partie de l'aide mondiale aux intérêts politiques des pays riches. En réalité, leur fonctionnement est souvent soumis aux besoins financiers et économiques de leurs principaux actionnaires.

Il y a, par conséquent, un manque total de consensus sur les façons de réformer les deux institutions pour qu'elles correspondent mieux aux besoins du développement dans le monde.

Les divergences n'existent pas seulement entre pays riches et le tiers-monde, mais aussi entre pays riches. Ainsi les États-Unis voudraient que la Banque mondiale distribue une plus grande part sous forme de dons aux pays les plus pauvres, alors que l'Europe est plus favorable aux projets traditionnels. En plus de rendre beaucoup plus difficile la coordination à l'intérieur des deux institutions, ces critères ne tiennent généralement pas compte des exigences d'une politique saine de développement économique et social.

La dernière idée est de distribuer l'aide non à ceux qui en ont le plus besoin, mais à ceux qui en font la meilleure utilisation. On éviterait le gaspillage et encouragerait une saine gestion de l'économie et des fonds publics. Il y aurait ainsi un déplacement de l'assistance vers des pays comme la Chine et l'Inde dont le développement économique dépend très peu de l'aide extérieure. Les laissés pour compte seraient alors les pays les plus pauvres qui ne parviennent pas à utiliser l'aide de façon efficace parce qu'ils ont de mauvaises infrastructures, une main-d'oeuvre souvent illettrée et des institutions corrompues.

Cette solution est clairement inacceptable à moins de trouver d'autres solutions pour les pays pauvres. Elle introduirait cependant une note de réalisme dans la gestion du Fonds monétaire qui a trop souvent tendance à imposer des conditions trop strictes pour des crédits, dont on soupçonne qu'un des buts est de dépanner les grandes banques qui ont fait des prêts téméraires.

Un des objectifs de la conférence de Monterrey est d'obtenir que les pays donateurs augmentent graduellement leur aide officielle pour atteindre 100 milliards de dollars américains par an, soit le double du montant actuel. Le président George Bush a annoncé que les États-Unis allaient augmenter leur aide de 10 à 15 milliards au cours des trois prochaines années. Cet engagement est en grande partie lié à la politique de lutte contre le terrorisme adoptée après le 11 septembre.

L'attitude la plus condamnable des pays industrialisés est leur protectionnisme dans les domaines qui pourraient justement aider le plus les pays pauvres. Le commerce est encore le moyen le plus sûr de développement. Or, les pays riches dressent des barrières aux importations de produits agricoles, de textiles et de vêtements — des produits que les pays pauvres pourraient exporter. Cela créerait des millions d'emplois dans des régions où le chômage est endémique.

Captez l'émotion avec Canon

EOS 3000N

- Appareil photo réflex 35 mm
- Objectif zoom 28-80 mm F 3.5 - 5.6
- 10 modes d'exposition
- Flash intégré

Incluant courroie et pile **Canon**

399⁹⁹\$ SERVICE INCLUS

EOS REBEL 2000

- Appareil photo réflex 35 mm
- Objectif zoom EF 28-90 mm F 4 - 5.6
- 7 zones de mise au point
- Multiprogramme
- Bouton de profondeur de champ
- Avec poignée BP-200

Incluant sac photo, courroie et pile

499⁹⁹\$ SERVICE INCLUS

EOS ELAN 7

- Appareil photo réflex 35 mm
- Objectif zoom 28-105 mm F 3.5 - 4.5 USM
- 10 modes d'exposition
- Flash intégré escamotable

Incluant sac photo, courroie et pile

979⁹⁹\$ SERVICE INCLUS

L.L.Lozeau Valide jusqu'au 2 avril

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE

(514) 274-6577 6224, St-Hubert Montréal, Québec

Photos peuvent différer.

Pouvez-vous penser que c'était le manteau de sa mère?

Labelle l'a rasé, teint et remodelé pour lui donner une allure plus moderne.

Si vous possédez un manteau en cuir de mouton retourné, **L'ENTREPOSAGE EST ESSENTIEL** pour prolonger la beauté et la DURABILITÉ de votre vêtement. Offre spéciale de 10 \$ pour les manteaux de tissu. Cueillette gratuite dans un rayon de 100 km autour de Montréal.

10% de rabais pour l'âge d'or

Labelle Fourrure Depuis 1910

6570, rue Saint-Hubert, Montréal (514) 276-3701

Labelle.fourrure@sympatico.ca

Quand la science rejoint l'énergétisme

Quand la science rejoint la nature...
Quand Bio-Sirum rejoint l'énergie vive...
Quand Bio-Sirum rejoint la coenzyme Q-10, l'étincelle qui fait jaillir la production d'ATP qui est la molécule de base bio-énergétique de toute cellule humaine... eh bien, ça vaut le coup de mettre à l'épreuve un diffuseur d'énergie, tel que Bio-Sirum qui a été conçu pour lutter contre les grosses fatigues.

Deux formules à valeur énergétique ont été conçues :

- 1- le Bio-Sirum-Coenzyme Q-10
- 2- le Bio-Sirum-Revitalise

Deux formules à démarches énergétiques

un produit **Bio-Actif**

Montréal : (514) 272-1365 Ligne extérieure: 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777 Estrie : (819) 823-3322

RADIO Première Chaîne

ÉMISSION SPÉCIALE EN DIRECT D'ISRAËL

L'enfer des camps de réfugiés palestiniens

Aujourd'hui 17 h 30

Sans frontières Animation : Michel Désautels Réalisation : Pierre Trotter

Écoutez pour voir.

95.1 FM Montréal 106.3 FM Québec 90.7 FM Ottawa-Gatineau

ARMÉE

Suite de la page A1

ouvrir leurs portes aujourd'hui. La vie semblait reprendre son cours normal, au point que ses enfants, qui ont passé 10 jours cloîtrés à la maison, se montraient déjà réticents à l'idée de retourner à l'école...

Yvonne Hamame espérait qu'Israël tienne sa promesse et qu'il n'y ait pas de revirement de situation au cours de la nuit. Mais elle restait prudente.

« J'espère que cette fois, on réussira à négocier la paix. J'espère qu'ils ne reviendront jamais dans notre pays », a-t-elle dit avec émotion.

Le gouvernement d'Ariel Sharon a longtemps refusé de négocier avec les Palestiniens tant que la violence n'aurait pas cessé pendant au moins sept jours. La violence n'a pas cessé. Hier encore, deux Palestiniens ont été arrêtés près de la ville de Jenine, en Cisjordanie, avec des explosifs et des mitraillettes. Selon les autorités israéliennes, ils s'apprétaient à commettre un attentat contre Israël. Deux villages israéliens frontaliers ont été la cible de tirs de mortier qui n'ont fait aucune victime. Un kamikaze présumé a en outre été tué près d'un point de contrôle de la bande de Gaza. La veille, des attentats à Jérusalem et à Kvar Saba ont fait une victime israélienne et de nombreux blessés.

Pourtant, au cours d'une rencontre de haut niveau, hier, les Israéliens ont accepté de discuter d'un cessez-le-feu, qui pourrait être signé dès demain. « Nous sommes

prêts pour toutes les situations, y compris à ne pas conclure de cessez-le-feu. Personne ne peut nous reprocher de nous défendre », a nuancé hier le ministre Ben-Eliezer. N'empêche que le camp israélien a abandonné le principe d'une semaine d'accalmie et s'est assis à la table de négociation malgré les derniers attentats.

Ce changement de cap a été interprété comme une victoire dans le camp palestinien. « Même s'ils ont déployé une force démesurée, qu'ils ont envoyé leurs chars et leurs forces aériennes, les Israéliens n'ont pas réussi à casser la volonté politique des Palestiniens, ni à briser leur moral », dit l'analyste palestinien Khalil Shikaki.

Le politologue israélien Moshe Maoz croit lui aussi que cette intervention militaire « stupide et inutile » a tourné, à court terme du moins, à l'avantage des Palestiniens. En bombardant les institutions palestiniennes, en tirant sur des ambulances (cinq membres du personnel médical palestinien sont morts au cours des deux dernières semaines), le gouvernement israélien a perdu une guerre d'image non seulement sur la scène internationale, mais auprès de sa propre population. À preuve : au cours des dernières semaines, la cote de popularité d'Ariel Sharon a piqué du nez de façon spectaculaire.

Sous la pression des États-Unis et de sa propre population, le premier ministre Sharon n'a pas eu le choix, il a dû accepter de négocier.

Notre-Dame-de-Grâce (164 000 habitants) ou la même somme que peut dépenser le directeur général de la Ville, Guy Coulombe !

Cette portée inattendue de la fusion — le comité de transition et la ministre Louise Harel avaient plutôt laissé entendre que le contrôle de l'attribution des contrats serait accru dans la nouvelle ville — sera au centre de discussions qu'auront le maire Tremblay et son responsable de la démocratie, Marvin Rotrand, au cours d'une rencontre qui doit se tenir aujourd'hui à l'hôtel de ville.

« J'ai des solutions à suggérer, mais je ne peux les rendre publiques tant que je n'aurai pas parlé au maire », a confié M. Rotrand à *La Presse*, hier.

Pour sa part, le président du comité exécutif de la Ville, Frank Zampino, a admis qu'il n'était pas très à l'aise avec cette situation : « Suis-je *confortable* avec le fait qu'un directeur d'arrondissement puisse octroyer des contrats de 100 000 \$ à la fois ? Non, je ne suis pas *confortable* », a dit M. Zampino, en ajoutant que l'urgence de la situation — la création de la nouvelle ville, le 1^{er} janvier dernier — avait commandé à son administration de vivre avec les règles « temporaires » imposées par la charte.

Selon lui, la Ville pourrait réviser le processus d'attribution des contrats avant la fin de l'année, mais pour ce faire, l'administration

DIRECTEURS

Suite de la page A1

Tremblay-Zampino devra convaincre le gouvernement du Québec de modifier à nouveau la charte de Montréal.

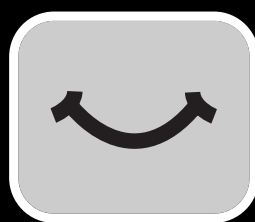
En attendant, M. Zampino invite les Montréalais à « faire confiance » aux directeurs d'arrondissement qu'il juge responsables. « Ils sont tout de même tenus de respecter les règles habituelles d'attribution de contrats, dit-il. En outre, les conseils d'arrondissement sont très près de leurs directeurs ; ils sont en communication constante. Je ne vois pas comment un directeur pourrait abuser de la situation ; autrement, il ne resterait pas longtemps en poste. »

N'empêche que le document de la Ville obtenu par *La Presse* indique que 12 directeurs d'arrondissement ont sept mois pour informer leur conseil d'arrondissement de l'attribution de contrats importants ; trois autres ont quatre mois à leur disposition, et une dizaine, d'un à deux mois de délai. « C'est excessivement dangereux pour la démocratie, parce que ça évacue complètement l'imputabilité des élus », prévient Bernard Paquet, l'ancien maire de Saint-Laurent, qui a convaincu son conseil d'arrondissement — présidé par Allan De Sousa — de réduire la marge de manoeuvre du directeur à 25 000 \$, au début du mois. Au départ, le conseil de Saint-Laurent avait autorisé son directeur à offrir des contrats de 100 000 \$.

« Je suis satisfait de l'ouverture d'esprit de notre conseil d'arrondissement, a dit M. Paquet, mais je reste inquiet pour les autres arrondissements. J'espère qu'ils vont suivre notre exemple, en gardant à l'esprit qu'un directeur d'arrondissement, ce n'est pas un élu... »

La délégation de pouvoirs aux directeurs d'arrondissement a été introduite dans la charte de la Ville à la suite d'un décret présenté en douce par l'ancienne ministre des Affaires municipales, Louise Harel, à la veille des élections, le 1^{er} novembre dernier. Ce décret stipule que les pouvoirs des directeurs d'arrondissement relèvent des conseils d'arrondissement. C'est aussi ce décret qui permet désormais au comité exécutif de la Ville d'accorder des contrats sans plafond et sans se justifier devant le conseil, en autant que la Ville ait reçu deux soumissions conformes. Dans l'ancienne Ville de Montréal, le comité exécutif avait obligation de faire sanctionner tout contrat de plus de 100 000 \$ par le conseil.

Ces modifications ont permis à l'administration Tremblay d'allouer en février un contrat de 850 000 \$ à l'Institut pour le progrès socio-économique (IPSE), entreprise fondée et dirigée par Gérard Tremblay jusqu'à la fin de l'année dernière. L'IPSE a fini par se retirer du dossier, mais seulement à la suite des pressions exercées par les médias.



SOURIEZ, VOUS EN AVEZ TOUJOURS PLUS AVEC NISSAN

199\$
/MOIS*

Acompte seulement 1995\$

Acompte	Mensualité
0 \$	245 \$
995 \$	222 \$
1 495 \$	211 \$
1 995 \$	199 \$

0\$ dépôt de sécurité
Transport et préparation inclus!

2,8% Financement à l'achat!**

- Siège du conducteur à 8 réglages
- Moteur 1,8 L de 126 chevaux
- Pneus toutes saisons 14 po
- Barres stabilisatrices avant et arrière
- Coussins gonflables
- Dossier arrière rabattable 60/40
- Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD

SENTRA XE 2002

CLIMATISEUR INCLUS



*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 - Option Plus - (C4LG52 BK00). Acompte ou échange équivalent de 1 995 \$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 2,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

Même le Koweït n'embarque pas

Dick Cheney peine à bâtir une coalition arabe contre l'Irak

FIONA MACDONALD
Agence France-Presse

KOWEÏT — Le vice-président des États-Unis Dick Cheney s'est heurté à des résistances à une frappe contre l'Irak, principal thème de sa tournée dans neuf pays arabes, plus préoccupés par le cas d'Israël.

Même le Koweït, fidèle allié de Washington et ennemi juré du régime du président irakien Saddam Hussein, a opposé une fin de non-recevoir à une offensive militaire contre l'Irak.

« Nous n'allons pas soutenir cela (une frappe) contre l'Irak, non pas parce que l'Irak est un ami du Koweït mais parce que les circonstances actuelles ne sont pas propices », a déclaré hier à la presse le ministre des Affaires étrangères du Koweït, cheikh Sabah Al-Ahmed Al-Sabah, en présence de Cheney.

« J'espère que le régime irakien mesurera la portée de ce qui pourrait arriver à son peuple s'il refusait d'autoriser le retour des inspecteurs de l'ONU » en désarmement, a cependant ajouté le ministre koweïtien.

Cheney, qui a achevé à Koweït une tournée dans neuf pays arabes, était venu sonder ses interlocuteurs sur une offensive militaire d'envergure, que l'administration du président George W. Bush menace de lancer pour renverser le régime irakien, qu'elle soupçonne de développer des armes de destruction massive.



Le vice-président Cheney accueilli hier par le ministre des Affaires étrangères du Koweït, cheikh Sabah Al-Ahmed Al-Sabah.

Photo YASSER AL-ZAYYAT, AFP

De l'Égypte aux monarchies du Golfe, en passant par le Yémen, Cheney s'est vu publiquement répondre qu'une telle attaque était inappropriée pendant que les violences israélo-palestiniennes faisaient rage.

« Le vice-président des États-Unis a entendu ce discours : l'Amérique doit arrêter le terrorisme israélien et empêcher Israël de posséder des armes de destruction massive. C'est là la priorité des pays de la région, et non pas une frappe militaire contre l'Irak »,

écrivait dimanche le quotidien saoudien *Al-Watan*.

L'Arabie Saoudite, principal allié des États-Unis dans le Golfe, a même affirmé qu'elle n'autoriserait pas, de même que pendant la guerre en Afghanistan, l'utilisation de son sol pour une attaque contre l'Irak, par la voix de son prince héritier Abdallah ben Aziz. « Pour la première fois depuis longtemps, l'Amérique essuie un refus collectif (de sa politique) de la part de pays qu'elle considère comme des amis », écrivait pour sa part hier le

quotidien émirati *Al-Khaleej*, relevant que « la plupart de ses alliés européens ont rejeté ouvertement le projet de frappe contre l'Irak ».

Se retrouvant sur la défensive, Cheney a répété ces derniers jours que sa tournée n'était pas destinée à préparer une offensive contre l'Irak, affirmant que « beaucoup de spéculations infondées », circulent à propos de son périple.

« D'aucuns croient qu'il n'y a qu'une seule question qui m'intéresse ou que je suis ici pour organiser une opération militaire contre l'Irak, mais cela n'est pas vrai », a-t-il dit hier à Manama, ajoutant toutefois : « Il est vrai que l'Irak nous préoccupe, mais ce n'est qu'un sujet parmi d'autres. »

« L'Irak a le devoir de se conformer aux résolutions internationales », a-t-il dit à Koweït.

Les responsables du Golfe, comme de l'ensemble des pays arabes, partagent ce point de vue. « Tout ce que l'Irak a à faire, c'est de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et de respecter ses voisins », a déclaré un responsable du Golfe sous le couvert de l'anonymat.

L'Irak a tenté une ouverture, en laissant entendre à plusieurs reprises qu'il accepterait sous conditions le retour des inspecteurs en désarmement de l'ONU. « L'Irak refuse le retour des inspecteurs tant que l'on a pas défini les lieux à inspecter et un calendrier précis », a déclaré le vice-président de l'Irak, Taha Yassine Ramadan au quotidien saoudien *Asharq Al-Awsat*.

Victoire du centre droit au Portugal

OLIVIER BAUBE
Agence France-Presse

PARIS — La victoire du centre droit au Portugal sonne comme un signal d'alarme pour la gauche encore au pouvoir en France, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède, où des élections sont prévues cette année.

Après le Danemark, l'Autriche et l'Italie, le Portugal a mis fin à six ans de gouvernement socialiste avec la victoire du Parti social démocrate (PSD) de centre droit aux élections législatives anticipées de dimanche dernier.

Cette victoire en demi-teinte — le PSD minoritaire face aux partis de gauche devra s'allier à droite pour gouverner — a néanmoins de quoi satisfaire les libéraux en Europe.

Une partie de la presse européenne a d'ailleurs sonné le tocsin pour la gauche en constatant que la droite l'emportait depuis deux ans à chaque scrutin national. « Un autre gouvernement socialiste tombe en Europe », a ainsi écrit hier le quotidien italien *Corriere della Sera*.

La victoire du centre droit au Portugal est « le signe que la domination des gouvernements de centre-gauche dans l'Union européenne (...) est désormais à un pas de devenir un souvenir », estimait de son côté la *Repubblica* de Rome.

La France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède, quatre pays gouvernés par la gauche ou les socio-démocrates, connaissent des élections avant la fin de l'année. Chacun de ces pays pourrait basculer à droite ou au centre droit, renforçant ainsi au sein de l'Union européenne l'axe libéral formé aujourd'hui par l'Espagnol Jose-Maria Aznar, l'Italien Silvio Berlusconi et le Britannique Tony Blair. Ce dernier est certes travailliste, mais ses idées libérales, surtout en matière économique, le rapprochent de l'Espagne et de l'Italie.

Le changement de cap du Portugal, quand bien même il serait suivi par d'autres pays, signifie-t-il pour autant un glissement à droite de l'Europe ?

Il y a encore deux ans, 13 des 15 pays que compte l'Union européenne étaient gouvernés par la gauche ou le centre gauche. Il n'est donc guère étonnant que l'alternance, loi de la démocratie, soit à l'oeuvre aujourd'hui, relève Nicholas Whyte, chercheur auprès du Centre d'études de politique européenne (CEPS) à Bruxelles.

Le camp libéral sortira certes renforcé à chaque victoire du centre droit en Europe, mais il n'est pas certain que cela change en profondeur la donne économique dans l'Union européenne, explique encore Whyte.

Un calendrier économique d'inspiration libérale a été fixé par les Quinze, précisément à Lisbonne, en mars 2000. « La direction restera la même » quelle que soit la couleur politique des prochains gouvernements à Paris ou à Berlin, estime ce chercheur.

Il n'est qu'à constater l'alliance conclue vendredi et samedi derniers au Sommet de Barcelone par le président français conservateur Jacques Chirac et le premier ministre socialiste Lionel Jospin, tous deux candidats à l'élection présidentielle, pour défendre le service public « à la française » menacée, selon eux, par l'ouverture du marché de l'énergie.

Le « danger » est ailleurs, dans le populisme qui séduit de plus en plus la droite ou le centre droit en Europe, estimait récemment dans le journal *Libération* un autre expert, Yves Mény, président de l'Institut universitaire européen de Florence. L'arrivée au gouvernement autrichien du FPÖ, la formation d'extrême droite de Jörg Haider, a montré le chemin en Europe. La Ligue du Nord d'Umberto Bossi aux relents xénophobes gouverne avec Silvio Berlusconi et l'extrême droite danoise joue les arbitres au Parlement, a-t-il relevé.

Le populisme gagnera encore du terrain si le Parti populaire portugais devait entrer au gouvernement dans le cadre d'une coalition avec le PSD.

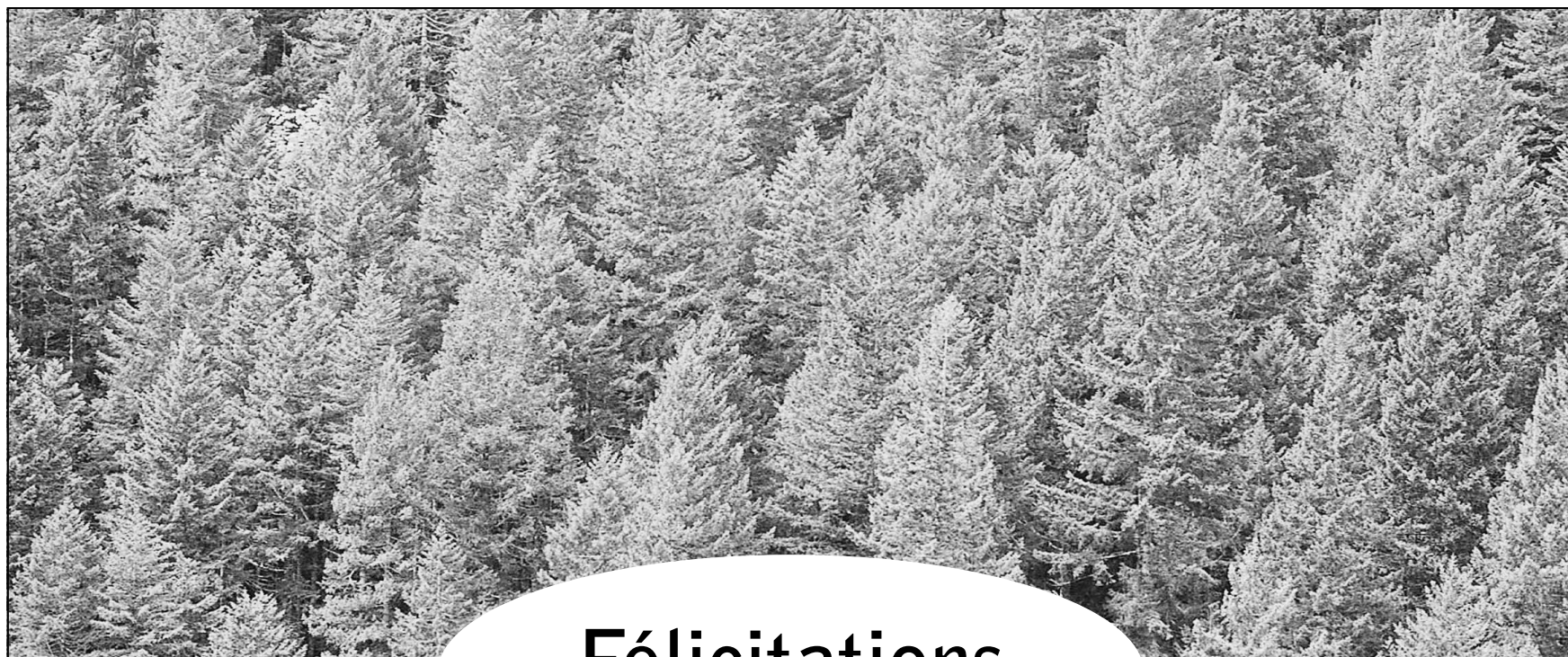
Le président socialiste portugais, Jorge Sampaio, reçoit aujourd'hui et demain les dirigeants des cinq partis représentés au Parlement, a annoncé la présidence.

Après avoir consulté les partis, Sampaio désignera le nouveau premier ministre, selon toute probabilité le président du PSD, José Manuel Durao Barroso, dans la première semaine d'avril.

Le PSD a remporté une majorité relative de 102 sièges sur 230 avec 40,12 %, contre 95 sièges et 37,85 % au Parti socialiste, qui était au pouvoir depuis six ans.

Selon un communiqué de la présidence, Sampaio recevra en premier le Bloc de gauche (BE, extrême gauche), puis les Verts, le Parti communiste et enfin le Parti Populaire (CDS/PP, droite). Demain, il entendra les responsables des deux grands partis, PS et PSD.

Les résultats définitifs du scrutin de dimanche seront connus le 27 mars après dépouillement des bulletins de vote de l'étranger.



Félicitations

à tous nos membres, mais bien sûr la vraie gagnante est la forêt canadienne.

La fin de semaine dernière, l'Association des produits forestiers du Canada a accepté, au nom de ses 30 sociétés membres, le prix de la Fondation GLOBE pour la performance environnementale. Ce prix reconnaît les efforts continus déployés par les sociétés membres de l'APFC pour mieux gérer l'une des plus précieuses ressources du Canada, y compris leur décision d'exiger des vérifications indépendantes de leurs pratiques forestières. Les sociétés membres de l'APFC prennent des mesures pour améliorer leur performance environnementale, veillant à ce que tout, que ce soit récolte et régénération forestières, conservation des habitats fauniques et protection des sols et de l'eau, réponde aux critères nationaux et internationaux d'aménagement forestier durable.

Pour plus de détails sur l'état du secteur des produits forestiers et pour plus d'informations sur la façon dont les membres de l'APFC prennent soin de vos forêts, nous vous invitons à visiter notre site Internet : www.fpac.ca



Association des produits forestiers du Canada

Nous pensons pour demain. Venez le constater.

MEMBRES DE L'APFC : ABITIBI-CONSOLIDATED INC. • BENNET FLEET INC. • BOWATER PRODUITS FORESTIERS DU CANADA • CANFOR CORPORATION • CARIBOO PULP AND PAPER COMPANY • CASCADES INC. • DOMTAR INC. • J. FORD LTD. • HOWE SOUND PULP AND PAPER LIMITED PARTNERSHIP • KRUGER INC. • LOUISIANA-PACIFIC CANADA LTD. • MARATHON PULP INC. • MINAS BASIN PULP AND POWER COMPANY LTD. • NORAMPAC INC. • NORSKECANADA • PAPIER MASSON LTEE • PINE FALLS PAPER COMPANY • ST.ANNE-NACKAWIC PULP COMPANY LTD. • SLOCAN FOREST PRODUCTS LTD. • SONOCO LIMITEE • F.E. SOUCY, INC. • SPRUCE FALLS INC. • STORA ENSO PORT HAWKESBURY LTD. • TEMBEC INC. • TOLKO INDUSTRIES LTD. • UPM-KYMMENE MIRAMICHI, INC. • WELWOOD OF CANADA LIMITED • WEST FRASER TIMBER CO. LTD. • WESTERN PULP LIMITED PARTENARIAT • WEYERHAUSER COMPANY LIMITED



EXPRESS INTERNATIONAL

Italie | Près de 1000 illégaux

LE MONICA, un vieux cargo, est arrivé hier à Catane en Sicile avec à son bord 928 immigrés illégaux, dont 361 enfants. Les passagers disent être des Kurdes de Syrie et d'Irak, selon les premières informations fournies par les autorités italiennes. Le navire battant pavillon de Sao Tomé est parti du Liban il y a une semaine et aurait fait escale à Chypre. L'arrivée des passagers du Monica constitue le plus important débarquement d'immigrés clandestins en Italie depuis 1997, lorsque 1223 Albanais étaient arrivés dans le port de Bari (Sud) à bord d'un bateau citerne, l'Irini. — d'après AFP

Algérie | Autre bombe

UN ATTENTAT au coeur d'Alger a fait hier soir 13 blessés, dont trois dans un état grave. La bombe de fabrication artisanale avait été déposée au pied d'un palmier près de stands d'un marché de souvenirs et d'artisanat, dans un square, face à la Grande Poste. Il s'agit du troisième attentat à la bombe frappant la capitale depuis décembre dernier. Chaque fois, les lieux visés étaient des quartiers très fréquentés et à des heures d'affluence. — d'après AFP et AP

Gibraltar | Protestation unanime

QUELQUE 25 000 habitants de Gibraltar — sur une population de 30 000 — sont descendus dans les rues hier pour manifester contre les négociations anglo-espagnoles qui visent à redéfinir le statut de la colonie britannique. Peter Caruana, premier ministre de Gibraltar, a lu devant les manifestants enthousiastes une déclaration, approuvée par les partis politiques et les associations socio-professionnelles, qui appelle le gouvernement britannique à cesser les pourparlers avec Madrid sur l'avenir du « rocher », « Honte au gouvernement britannique », « Je suis né Britannique, je veux mourir Britannique », affirmaient certaines des très nombreuses pancartes arborées. — d'après AFP

Congo | Autre sommet

LE PRÉSIDENT zambien, Levy Mwanawasa, a convoqué un sommet des chefs d'État engagés dans le conflit en République démocratique du Congo vendredi prochain, a annoncé hier à Kinshasa Amos Namanga Nngongi, représentant du secrétaire général de l'ONU. Il a pris cette initiative à la suite de l'attaque et la prise, le 16 mars, de la localité de Moliro, dans l'est de la province du Katanga, par des troupes du Rassemblement congolais pour la démocratie (rébellion), ce « qui fait peser un grave danger sur le processus de paix », a déclaré Nngongi. D'autres parlent d'un risque d'embrasement. — d'après AFP

Chine | Licenciés mécontents

ENVIRON 30 000 ouvriers licenciés par une vingtaine d'usines d'État ont participé hier une manifestation commune dans la ville de Liaoyang (Nord-Est) pour protester contre des retards de paie, leurs conditions de licenciement ou la corruption des cadres, a-t-on appris de sources locales. Les manifestants demandaient aussi que le Parlement chinois autorise l'organisation de syndicats indépendants en Chine. — d'après AFP

Salomon | Diplomate assassinée

LE MEURTRE dimanche d'une diplomate néo-zélandaise aux îles Salomon témoigne du climat d'anarchie qui règne dans cet archipel du Pacifique sud, où deux agents de la police ont été tués le mois dernier. Vice-haut-commissaire de Nouvelle-Zélande, Bridget Nichols a été poignardée à mort par des personnes non identifiées et pour des raisons encore inexplicables. — d'après AFP

Suicide d'un ex-ministre belge soupçonné de meurtre

d'après AFP

BRUXELLES – Soupçonné d'être le commanditaire de l'assassinat en 1991 d'André Cools, une figure de la politique belge, l'ancien ministre Alain Van der Biest s'est donné la mort alors qu'il attendait de savoir s'il serait renvoyé devant une Cour d'assises.

Selon le médecin légiste, il a mis fin à ses jours dimanche après-midi au domicile de sa mère, décédée récemment, à Grâce-Hollogne près de Liège. Il avait avalé une dose mortelle de médicaments, a précisé le parquet de Liège.

Il a « laissé à son épouse un mot manuscrit d'adieu dans lequel il clame encore son innocence », a-t-on ajouté.

Van der Biest, 58 ans, ancien dirigeant socialiste et plusieurs fois ministre, était soupçonné par la justice d'avoir commandité l'assassinat d'André Cools, son mentor en politique, mais il avait toujours clamé son innocence.

Il attendait une décision de la chambre des mises en accusation de Liège qui devait décider ou non de le renvoyer devant la Cour d'assises avec huit autres inculpés. Selon le ministère public, il aurait été

le « cerveau » du complot contre André Cools, qui menaçait sa carrière politique.

« Il était inculpé, mais il n'était pas encore renvoyé devant les assises. Son décès va perturber le déroulement de l'enquête, c'est certain », a déclaré le procureur général de Liège, Anne Thily.

L'assassinat d'André Cools, tué le 18 juillet 1991 au petit matin devant le domicile de sa compagne dans les faubourgs de Liège, reste une des énigmes majeure de l'histoire politico-judiciaire belge.

« Je crains que nous ne connaîtrons jamais la vérité », a déclaré l'ancien premier ministre Wilfried Martens. Les auteurs de l'assassinat, deux Tunisiens, ont été condamnés en 1998 dans leur pays à 25 ans de prison. Mais les deux hommes ont assuré tout ignorer des commanditaires, en expliquant qu'ils avaient été recrutés en Sicile pour éliminer un « gêneur » dans un trafic de drogue.

Plusieurs hypothèses ont été avancées pour le mobile du crime, dont une éventuelle vengeance liée à des affaires mafieuses ou un règlement de comptes politiques entre socialistes wallons.

À la suite d'une dénonciation anonyme, Van der Biest avait été arrêté en 1996 puis rapidement relâché, ainsi que des proches et des personnes soupçonnées d'appartenir au « milieu » belge et italien.

Né d'un père sidérurgiste et d'une mère femme de ménage, il avait commencé sa carrière politique en 1977 après avoir été professeur de français et d'italien. De 1988 à 1990, il fut ministre fédéral des Pensions, puis ministre régional wallon chargé des Affaires intérieures et des Travaux publics, succédant à Cools.

Cools, ancien vice-premier ministre et ancien président du Parti socialiste belge francophone, avait alors abandonné toutes ses fonctions nationales mais gardé une forte influence sur la vie politique liégeoise.

Son assassinat et l'enquête qui s'ensuivit mit au jour les scandales politico-financiers Agusta et Dassault portant sur des contrats d'armement entachés par le versement de pots-de-vins au Parti socialiste flamand.

Sans liens avec le crime, ces deux affaires avaient contraint à la démission plusieurs ministres et responsables politiques belges, dont Willy Claes, forcé de quitter son poste de secrétaire général de l'OTAN en octobre 1995.

Ce suicide « démontre qu'il faut, dans la mesure du possible, faire en sorte que le laps de temps s'écoule entre les faits et le procès soit le plus court possible », a estimé le ministre-président du gouvernement régional wallon, Jean-Claude Van Cauwenbergh.

HAMEL

Honda

ON Y VIENT DE PARTOUT !

POUR LA CONFIANCE ET LE SERVICE

Installons vos pneus d'été posé / balancé

6 \$[†]

ch.

expire le 30 avril 2002

Changement d'huile et filtre

26⁸⁸ \$

expire le 30 avril 2002

Remplacement de freins d'origine

Incluant plaquettes de freins avant ou sabots arrières (machinage en sus)

98⁸⁸ \$

modèles Civic

118⁸⁸ \$

modèles Accord

expire le 30 avril 2002

Obtenez 10 %

de rabais

sur présentation de ce coupon au département des pièces ou service

expire le 30 avril 2002

Jean-François Bouillon
conseiller technique
Depuis 2001

Anna Sabella
conseillère technique
Depuis 1996

Martial Varin
conseiller technique
Depuis 1997

Lise Boudreau
conseillère technique
Depuis 2000

Patrick Cloutier
conseiller technique
Depuis 2001

HAMEL

Honda

Sortie 25^e avenue
332, rue Dubois, voie de service de la 640 à St-Eustache

À 5 MINUTES DE LAVAL

À 10 MINUTES DE MTL

514 875-1919

450 491-0440

hamelhonda.com

NOUVREZ PAS VOTRE CAPOT À DES INCONNUS

On revient toujours chez Honda

3032739A
3034225A

Patrimoine canadien

Canadian Heritage

La fierté du Canada

Félicitations aux finalistes du 29^e Prix sportif canadien. En représentant le Canada avec dignité, courage et détermination, vous êtes une source d'inspiration pour nous tous.

MAINTENANT MARDI

LES SUPER MAMIES CE SOIR 20h

ICI Radio-Canada

3032240A
3032240B

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Y a-t-il un maire à Montréal?



MICHÈLE OUIMET

michele.ouimet@lapresse.ca

Le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Frank Zampino, avait l'air piteux vendredi lorsqu'il s'est présenté, la mort dans l'âme, devant les journalistes. Il devait faire son mea-culpa. La veille, il avait insulté les assistés sociaux en laissant maladroitement tomber qu'ils ne finançaient pas les campagnes électorales.

M. Zampino s'était mis les pieds dans les plats en essayant d'expliquer pourquoi la Ville s'était empressée, au lendemain des élections, de donner un contrat de 14 000 \$ à un organisateur pendant la campagne électorale. Ne reculant devant aucune bourde, M. Zampino avait candidement précisé qu'il était normal de remercier ses amis.

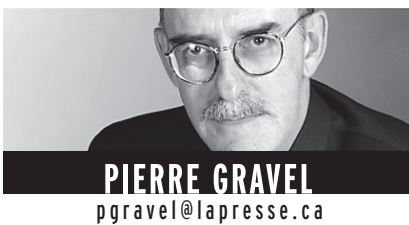
Ce n'est pas tellement l'insulte lancée étourdiment aux assistés sociaux qui en dit long sur la mentalité de l'administration Zampino-Tremblay, mais plutôt la petite phrase sur les amis.

Eh bien non, ce n'est pas normal de remercier ses amis au lendemain d'une élection. Du moins, pas avec l'argent des contribuables. Plusieurs ne se scandaliseront pas sur les 14 000 \$ malheureux dollars qui sont tombés dans les poches de la maison de relations publiques Pyramide sans qu'il y ait appel d'offres ni sur les 15 000 \$ octroyés à un autre ami, André Morrow, pour dessiner le logo du Sommet de Montréal.

Ce qui est plus inquiétant, par contre, c'est la mentalité de banlieue qui est arrivée à l'hôtel de ville en même temps que Gérard Tremblay. Montréal n'est pas une ville minuscule que l'on peut gérer en tournant les coins ronds. Frank Zampino, ancien maire de Saint-Léonard, a dû tomber de haut lorsqu'il a compris qu'une municipalité de 72 000 habitants qui gère un budget de 85 millions n'a rien à voir avec une mégacité de 1,8 million de citoyens qui brasse des milliards.

■ ■ ■

Un si long chemin...



PIERRE GRAVEL

pgravel@lapresse.ca

Qui aurait pu prédire que l'Église catholique du Québec devrait un jour remercier des signataires de *Refus global* ?

C'est pourtant ce qui s'imposerait à l'endroit des responsables de la controverse relative aux funérailles du peintre Jean-Paul Riopelle célébrées hier à l'église Immaculée-Conception à Montréal. En dénonçant de façon aussi virulente le choix, par ses proches, de ce lieu pour lui rendre un dernier hommage, les artistes Pierre Gauvreau et Madeleine Arbour auront en effet — même si c'est bien involontairement — mis en relief tout le chemin parcouru au Québec depuis la publication de ce manifeste anticlérical.

Leur indignation face à l'idée même de devoir franchir le portail d'une église pour cet adieu à leur vieux compagnon aura en tout cas éloquentement démontré que si l'Église catholique a grandement évolué ici, il n'en va pas toujours de même pour tous ceux qui la dénonçaient, avec raison, il y a 50 ans.

Il fallait une singulière audace, à l'époque, pour exprimer sa dissidence religieuse dans une société totalement dominée par une idéologie ultra conservatrice incarnée dans un épiscopat tout puissant. Un épiscopat qui, dans ce contexte, non seulement fermait la porte des églises à tous ceux qui avaient l'audace de le contester, mais refusait même une sépulture catholique à tous ceux qui s'étaient publiquement affichés comme non croyants.

Pour mesurer combien les choses ont changé depuis, on n'a qu'à essayer d'imaginer tous les remous

Plusieurs membres du comité exécutif de Montréal, l'équivalent du conseil des ministres, ont, dans une autre vie, dirigé des banlieues tranquilles loin des caméras de la télévision. Gérard Tremblay les a choisis parce qu'ils connaissent intimement leur ancienne municipalité transformée en arrondissement dans la foulée des fusions. Mais avant de les jeter au cœur du pouvoir, il aurait dû les inscrire à un cours de démocratie 101.

Ce comité exécutif est doté d'énormes pouvoirs, beaucoup plus étendus qu'à l'époque de Pierre Bourque. Sous l'ancienne Ville de Montréal, l'exécutif avait le droit d'accorder des contrats de 100 000 \$ et moins sans les faire approuver par le conseil municipal où siège l'opposition.

Mais le 1^{er} novembre, trois jours avant les élections, le gouvernement a adopté un décret qui élargit considérablement les pouvoirs du comité exécutif. Dorénavant, seuls les contrats de 500 000 \$ et plus où il n'y a qu'un soumissionnaire doivent obtenir le O.K. du conseil municipal. Un contrat de 850 000 \$ où il y a deux soumissionnaires peut donc être accordé derrière des portes closes, sur simple décision du comité exécutif.

C'est ce qui est arrivé avec l'Institut pour le progrès socio-économique (IPSE) qui devait organiser le Sommet de Montréal et que Gérard Tremblay a fondé et dirigé jusqu'en décembre. Les Montréalais ont été mis au courant du juteux contrat parce que Frank Zampino a laissé tomber le nom de l'Institut lors d'un point de presse.

Cette conception désinvolte de la démocratie ne fait pas l'unanimité au sein de l'équipe Zampino-Tremblay. Les anciens membres du RCM et le conseiller Marvin Rotrand ruent dans les brancards. Rotrand ne s'est d'ailleurs pas gêné pour demander, haut et fort, que le gouvernement rétrécisse les pouvoirs de l'exécutif.

Gérard Tremblay, lui, reste étrangement silencieux et il laisse son président Zampino patauger seul dans la fosse aux lions. Pendant que son équipe est tiraillée entre la droite et la gauche, entre la banlieue et la ville-centre, pendant que des questions aussi importantes que l'étendue des pouvoirs du comité exécutif sont discutées sur la place publique, M. Tremblay se tait et fait preuve d'un manque flagrant de leadership.

Y a-t-il un maire à Montréal ?

qu'aurait provoqués aujourd'hui le refus des autorités religieuses d'accueillir la dépouille de Jean-Paul Riopelle !

On aura pu noter, au contraire, la remarquable ouverture d'esprit de la part du curé de cette paroisse. Contrastant grandement avec des propos auxquels on aurait eu droit il n'y a pas si longtemps, sa réaction à la controverse de ces derniers jours a plutôt porté sur l'importance d'un accueil inconditionnel et d'un respect absolu de la liberté de chacun en matière de croyances. Plutôt que de se camper, comme on le faisait jadis, sur la tranquille arrogance que donnait la conviction de posséder la vérité, celui-ci s'est en quelque sorte publiquement étonné qu'on s'étonne d'une décision qui paraît aller de soi aujourd'hui. Et qui traduit la volonté de mettre à la disposition de tout le monde un lieu de recueillement où, sans égard aux croyances des uns ou des autres, chacun peut, à sa guise et selon sa conscience, s'associer en paix à une célébration commune.

Il est reconnu que, dans la courte liste des contestataires ayant été à l'origine la Révolution tranquille, les signataires de *Refus global*, dont les Riopelle, Gauvreau et Arbour, auront eu une influence, sans doute discrète à l'époque, qui aura néanmoins été déterminante dans une salutaire remise en question collective. Un mouvement qui aura fait ressortir toutes les nuances qui s'imposent entre une certaine idée de Dieu, la simple admission de l'existence de valeurs spirituelles, le besoin légitime de recueillement dans certains moments graves de l'existence et le concept plus étroit de religion bien organisée ou d'Église proprement dite. Des distinctions qui paraissent aller de soi aujourd'hui mais ne sont, semble-t-il, pas encore évidentes pour tout le monde. D'où l'importance de bien remercier ceux qui nous le rappellent.



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Des cours de culture inutiles

TOUS LES JOURS, on peut voir à la télé le scandale de la surpopulation dans nos hôpitaux. Personne ne peut le contester. Le manque de personnel infirmier est une honte nationale. On doit recruter de partout, en France, en Ontario et ailleurs. Bref, on est en crise et c'est grave. Des gens risquent de mourir dans les corridors de nos urgences. Pourtant, la machine à produire la relève tourne au maximum dans nos cégeps en techniques infirmières. Eh bien, laissez-moi vous dire que j'ai des doutes.

Je m'explique. Comme on le sait, le ministère de l'Éducation, dans son grand désir de former des individus avec un haut degré de savoir, exige des cours obligatoires tels la philosophie (quatre cours), l'éducation physique, le français, etc. À tel point que plus du tiers des cours obligatoires sont des cours n'ayant pas de rapport direct avec la profession. De plus, si on échoue un de ces cours, alors zut ! pas de diplôme ou, au mieux, on est retardé dans notre mission d'aller sauver des vies !

Je n'ai rien contre Socrate ou Platon ni contre le badminton, mais quand le feu est pris dans la cabane, ce n'est pas le temps pour les pompiers de cirer leurs bottes pour être plus élégants.

C'est à croire que les ministres de l'Éducation et de la Santé vivent sur deux planètes distantes. Ils faudrait les « coincer » un petit 24 heures sur des civières voisines. Ils pourraient réfléchir dans la « paisible solitude » de l'enfer hospitalier !

Le gros bon sens serait d'instaurer un cours accéléré et condensé. Même si les cours de « culture » sont intéressants, ils ne sont pas indispensables au moment où il y a urgence de produire du personnel soignant pour combler les trous dans nos hôpitaux. Arrêtons de nous enfarger dans les fleurs du tapis.

Je ne pense pas que monsieur X en infarctus aigu du myocarde

sera offusqué de savoir que l'infirmière qui se dévoue pour lui sauver la vie ne connaît pas les grands courants philosophiques ou que, de temps en temps, se glisse une faute d'orthographe dans son dossier.

CLAUDE GAUTHIER, médecin
Contrecoeur

Une poignée dans le dos ?

PENDANT QUE le chef du Bloc québécois s'égosille à Ottawa pour réclamer des enquêtes publiques à tour de bras, tant sur les agissements de Art Eggleton, que sur Alfonso Gagliano, son vrai chef, Bernard Landry, clame haut et fort que tout va bien à Québec et qu'il n'y a pas lieu d'enquêter sur quoi que ce soit concernant le lobbying. Qu'il faudrait des faits nouveaux pour déclencher une enquête.

Et moi qui croyais qu'une enquête permettrait, entre autres choses, de découvrir des faits nouveaux. Avec le mérite de clarifier la situation publiquement.

Je ne sais pas si je suis le seul Québécois à penser ainsi, mais j'ai la vague impression d'avoir une poignée dans le dos...

DANIEL SAVARD
Beloil

Une violence souterraine

L'HOMME québécois qui ose dénoncer une certaine forme de féminisme spécialisée dans l'art de jouer à la victime risque de se faire crucifier sur la place publique ! En plus, il faut qu'il s'attende à subir la censure s'il tente d'exprimer son opinion dans certains médias. J'ai vécu, à quelques reprises, une telle discrimination... Mais, heureusement, le varlopage systématique du mâle par des femmes influentes commence à rencontrer une opposition

éclairée, tranquille, d'une efficacité reconfortante.

C'est qu'il est temps, comme société, que l'on admette enfin qu'il existe une violence féminine malsaine. Violence subtile qui n'a rien de spectaculaire, mais qui cause un tort énorme aux futurs adultes. Heureusement, des voix féminines s'élevaient actuellement pour mettre au grand jour les ravages que peut causer, par exemple, l'emprise de certaines mères sur leur progéniture. Un livre exceptionnel vient de paraître chez Albin Michel, intitulé *Mères-filles, une relation à trois*, de la psychanalyste Caroline Eliacheff et de la sociologue Nathalie Heinich. Un constat lucide qui déboulotte le mythe de l'amour maternel et qui valorise, enfin, le rôle indispensable des pères dans l'équilibre psychologique des enfants.

Enseignant à la retraite, je revois parfois, en pensée, des jeunes êtres que j'ai côtoyés, des enfants dont le père avait été subtilement tassé par une mère qui, trop souvent, était le clone de sa propre mère qui avait raté sa vie. L'erreur que j'ai commise à l'époque, je m'en rends compte un peu tard, c'est d'avoir pris en pitié ces mères qui refusaient de couper le cordon ombilical et qui jouaient, inconsciemment peut-être, à la victime en ternissant l'image du père. La psychiatrie prouve de façon indiscutable toutes les conséquences malheureuses qu'une telle conduite provoque dans la vie entière d'un individu.

À mon humble avis, le mouvement féministe, qui a indiscutablement sa place dans la société, devrait avoir le courage d'analyser honnêtement cette forme de violence féminine rarement dénoncée... En ce sens, la lecture du livre dont j'ai fait mention plus haut les aiderait grandement.

JEAN-PIERRE GAGNON
Beloil

Une réaction démesurée ?

UNE MANIFESTATION se tenait vendredi dans les rues de Montréal afin de susciter la réflexion populaire face aux comportements parfois illégitimes imputables à certains policiers. Cette manifestation, qui se voulait avant tout pacifique, a réuni une foule hétéroclite venue scander sa critique malgré la pluie.

Alors que les participants se trouvaient à une intersection, dansant sur la musique qui rythmait leur marche, les quatre rues vers lesquelles ils pouvaient se diriger furent rapidement bloquées par les forces de l'ordre. Les jeunes, pris de panique, couraient dans tous les sens pour fuir. Mais pour fuir quoi au juste ? Jusqu'à ce moment, ils étaient non violents et se contentaient de se défiler dans le calme.

Pris de peur comme tous, j'ai quitté les lieux en toute hâte, bousculé par un bouclier qui me heurta dans le dos. Je me dirigeai vers le métro, tel un animal qui fuit, guidé seulement par une crainte irréaliste. Et je songeai à tous ceux qui étaient restés derrière, à ceux qui croyaient encore à la démocratie...

ALEXANDRE SHIELDS
Montréal



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Et je songeai à tous ceux qui étaient restés derrière...

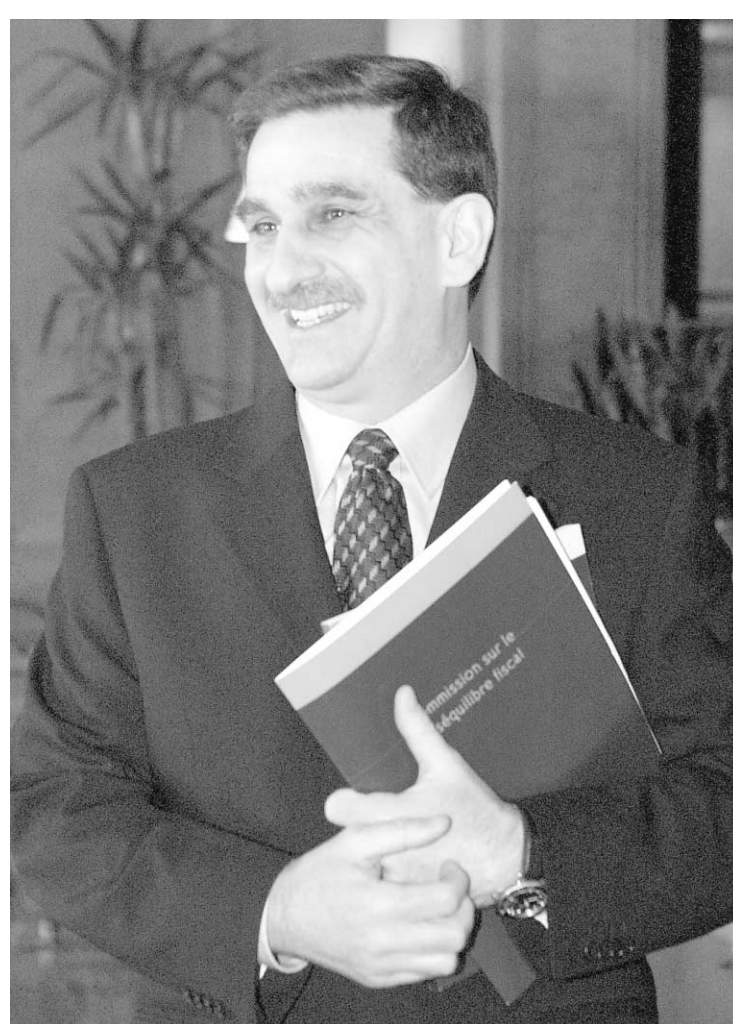
Forum

L'illusion du déséquilibre

Jusqu'à récemment, le « déséquilibre fiscal », selon la définition de la commission Séguin, était à l'avantage des provinces...



JEAN-YVES DUCLOS
L'auteur est professeur de science économique à l'Université Laval. Il a écrit ce texte à titre de chroniqueur invité de La Presse.



Le rapport de la commission présidée par Yves Séguin soulève une question plus importante que celle d'un soi-disant déséquilibre fiscal : quelle devrait être la taille et la nature des transferts du gouvernement canadien aux provinces ?

LES PREMIERS instants de la commission Séguin présageaient déjà de sa principale conclusion. Elle devait, selon le décret qui l'a créée, faire « rapport sur le déséquilibre fiscal qui prévaut entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ». Son nom même de « Commission sur le déséquilibre fiscal » semblait aussi garantir au départ la réponse à la question principale à laquelle elle devait répondre : en dépit des apparences, y a-t-il réellement déséquilibre fiscal entre les gouvernements provinciaux et fédéral ?

En toute modestie, la réponse me semble que non — tel que le soutient le gouvernement canadien —, mais là ne s'arrête pas le débat. L'apport réellement utile du rapport Séguin, qui est d'ailleurs limpide et bien documenté, est plutôt de poser le problème du type de transferts fédéraux auxquels les Canadiens devraient aspirer. La solution n'est vraisemblablement pas dans la disparition des transferts fédéraux. Il faut plutôt les améliorer en les rendant moins variables, plus prévisibles et moins discrétionnaires.

Pas de déséquilibre structurel

D'un point de vue strictement fiscal, il n'y a pas de déséquilibre intergouvernemental structurel puisque les gouvernements provinciaux disposent de toute la liberté constitutionnelle et fiscale nécessaire pour régler leurs finances. Tous les champs de taxation leur sont ouverts, à l'exception près des douanes et des droits d'importation, mais ces exceptions sont compensées par les impôts fonciers ainsi que par la taxation des jeux, des loteries et des ressources naturelles (qui ne peuvent pas être taxées par le gouvernement central).

Si le gouvernement québécois juge qu'il ne récolte pas suffisamment de taxes de vente, il peut à son gré augmenter le taux de la TVQ, et ce sans même consulter au préalable le gouvernement canadien. Le gouvernement québécois récolte d'ailleurs déjà en revenus proportionnellement davantage que le gouvernement canadien (soit 23 % de son produit intérieur brut comparativement à 17 % pour le fédéral). Il peut à sa guise accroître encore cet écart s'il le désire.

(...)

Un renversement de la situation

Une des raisons de l'illusion d'un déséquilibre fiscal est que le surplus fédéral de 17 milliards de dollars en 2001 dépasse celui de 12 milliards de l'ensemble des provinces. Malgré les apparences, cet écart est faible ; il pourrait d'ailleurs être comblé par exemple par une augmentation de moins de 1 % du taux des taxes de vente provinciales.

De plus, la comparaison des surplus actuels ne devrait pas occulter que la dette fédérale est proportionnellement beaucoup plus importante que celle des provinces. Le

service de la dette représente 15 % des dépenses totales du Québec, mais plus de 26 % de celles d'Ottawa. Cette différence est explicable par le fait que, jusqu'il y a récemment, le « déséquilibre fiscal » (selon la définition de la commission Séguin), a longtemps été à l'avantage des provinces... le gouvernement canadien s'étant longtemps endetté sous le poids de déficits proportionnellement beaucoup plus élevés que ceux des provinces. La situation actuelle peut être vue comme un renversement normal des choses.

Un des arguments principaux de certains indépendantistes lors du référendum de 1995 était d'ailleurs qu'il fallait rapidement quitter le Canada avant que son gouvernement central ne sombre dans la faillite. Rembourser la dette canadienne n'a pas pour seul effet de rassurer ces souverainistes : c'est aussi bénéfique à terme pour les provinces car cela facilitera l'augmentation des transferts aux provinces. De plus, une dette canadienne moins lourde permettra une chute des impôts fédéraux et donc

l'allègement du fardeau fiscal fédéral souhaité par la Commission.

Les transferts fédéraux

Le rapport Séguin soulève une question plus importante que celle d'un soi-disant déséquilibre fiscal : quelle devrait être la taille et la nature des transferts du gouvernement canadien aux provinces ? Comme le rapporte la Commission, il est clair que le gouvernement central s'est désengagé au cours des sept dernières années du financement des programmes provinciaux en santé et en sécurité du revenu. Ce processus a surtout pénalisé les provinces plus pauvres (dont le Québec).

Mais les provinces plus pauvres restent toujours gagnantes de l'existence de ces programmes de transferts fédéraux. Le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) est redistri-

butif : il est financé par des impôts proportionnellement plus élevés dans les provinces riches, mais distribué sur une base approximativement égale par habitant. Chaque dollar de TCSPS envoyé à Québec et qui est financé par l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers ne coûte qu'environ 0,80 \$ aux Québécois. C'est essentiellement pour cette raison que le « pouvoir fédéral de dépenser » est à l'avantage financier des Québécois.

Le TCSPS est toutefois moins redistributif que les programmes qui l'ont précédé. Ces anciens programmes, dont la générosité variait selon les dépenses effectivement encourues par les provinces, avaient cependant l'inconvénient d'être davantage conditionnels et de subventionner certains types de dépenses provinciales aux dépens d'autres (et donc d'enfreindre davantage l'autonomie des provinces).

Dans son scénario d'abolition du TCSPS, la commission Séguin privilégie le rapatriement de la TPS plutôt que celui d'un pourcentage de l'impôt sur le revenu des particuliers québécois (les fameux « points d'impôt »). Toutes choses étant égales par ailleurs, chaque dollar de réduction du TCSPS rapporterait 0,94 \$ en TPS rapatrié au Québec, alors que chaque dollar de réduction du TCSPS ne rapporterait en impôt rapatrié sur le revenu qu'environ 0,80 \$ aux Québécois. Mais peu importe le type de rapatriement, il serait clairement en faveur des contribuables des provinces les plus riches.

Peréquation

La baisse des transferts fédéraux au cours des dernières années correspond donc à un effritement de la solidarité canadienne. Mais cette tendance n'est pas entièrement mauvaise pour l'autonomie des provinces pauvres puisque la politique future du gouvernement canadien pourrait bien être de mettre davantage l'accent sur le programme de peréquation. Ce programme n'affecte aucunement l'autonomie des provinces et est davantage redistributif que le TCSPS.

Le programme de peréquation est très bénéfique pour le Québec, qui, parmi les provinces canadiennes, reçoit le plus de ce programme en termes absolus. Les provinces les plus riches ne reçoivent strictement rien de ce programme. Le rapport Séguin souligne toutefois que le programme de peréquation pourrait être encore plus favorable au gouvernement québécois si certaines de ses règles de fonctionnement étaient modifiées. Cela est juste, mais il est aussi vrai que ce programme n'a de sens que dans une fédération où existe la solidarité entre les citoyens de différentes provinces.

Pour susciter de manière durable cette solidarité et ce sentiment d'appartenance à un même pays, son gouvernement central ne peut être perçu que comme une simple pompe à redistribuer de l'argent des provinces riches aux provinces pauvres. Il faut aussi qu'il participe directement à l'épanouissement de la société canadienne. Cela implique entre autres qu'on lui permette parfois d'agir pour épauler directement le développement économique et social du pays.

Ainsi, bien que des programmes comme celui des Bourses d'études du millénaire, de la Stratégie canadienne d'innovation, ou de la prestation fiscale canadienne pour enfants aient le défaut de jouer dans les plates-bandes des provinces, ils ont le mérite de contribuer simultanément au bien-être de tous les citoyens canadiens, indépendamment de la fortune de leur province de résidence. Ces programmes contribuent au sentiment d'identité nationale, en l'absence duquel les programmes de solidarité canadienne comme celui de la peréquation et du partage des dépenses sociales et de santé perdraient rapidement leur sens.

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Riopelle : l'État remplace l'Église

Je ne sais pas si c'est seulement moi, mais les funérailles trop publiques me plongent dans le malaise. Tout ce bavardage, toutes ces anecdotes sur le défunt, toute cette agitation, les caméras, les dignitaires, les badauds, et les rondes d'applaudissements par-dessus le marché, oui, tout cela me paraît superflu, voire déplacé par rapport à la tragédie intensément privée qu'est la mort.

S'il y a un contexte où le mot « recueillement » s'impose, c'est celui-là. On veut bien croire qu'au Québec, l'État a remplacé l'Église... mais faut-il vraiment être enterré sous l'égide du service du Protocole ?

Mais bon, on ne blâmera pas le gouvernement d'avoir voulu reconnaître l'inestimable apport de ce très grand artiste que fut Riopelle — le seul peintre canadien d'envergure vraiment internationale. On ne blâmera pas non plus la famille d'avoir accepté cet hommage.

Tout cela est parti de bons sentiments, je n'en doute aucunement. Il reste que ce genre de cérémonie n'avait rien à voir avec la vie et l'oeuvre de Riopelle, cet individualiste en guerre contre toutes les conventions, qui ne croyait ni à Dieu ni à César et qui rêvait d'un monde sans passeport.

On se demande aussi si cela veut dire qu'il y aura funérailles nationales chaque fois que disparaîtra un écrivain ou un artiste de très grande envergure. Comme le Québec en compte plusieurs, le tri sera ardu...

Il serait plus simple de réserver les funérailles nationales aux anciens premiers ministres, en tout cas à ceux parmi eux qui ont marqué leur société. Leur carrière s'étant déroulée au service de l'État, il n'est pas incongru que leur départ soit encadré par l'État.

On dira que le fait d'accorder des funérailles nationales à nos grands créateurs montre que la société valorise l'art et que cela transmet un message positif aux jeunes. Je ne suis pas sûre que cela ne soit pas plutôt de la poudre aux yeux, une façon pour les gouvernements de récupérer l'oeuvre des créateurs à leurs propres fins. Primo, des funérailles privées peuvent très bien attirer beaucoup de monde si le défunt est connu et admiré. Secundo, si l'État voulait vraiment stimuler la production artistique, il dépenserait davantage pour les musées, auxquels il laisserait davantage d'autonomie.

C'est comme pour la lecture : ce ne sont pas les enterrements en fanfare de grands écrivains qui donneront aux jeunes le goût de la lecture. Il serait plus utile d'implanter un bon réseau de bibliothèques scolaires.

■ ■ ■

La cérémonie, que j'ai suivie à la télévision, était correcte, froide et minutieusement programmée, comme si l'on voulait toucher un peu tout le monde, les jeunes avec le rap, les vieux avec Mozart, etc. Le premier ministre Landry n'a pas « fait de politique », sinon au niveau subliminal, en insistant sur les mots « national » et « liberté ». Jean-Louis Roux, comme président du Conseil des arts, a livré un témoignage plus personnel et sensible, dans une langue superbe.

On a vu, en filigrane, les premiers éclats publics de la guerre de l'héritage (spirituel autant que monétaire) qui s'annonce entre les enfants du peintre et sa compagne des 15 dernières années... La fille aînée a dénoncé le choix d'une église (RDI ne nous a pas dit si les enfants Riopelle étaient à la cérémonie) et Mme Vachon, la compagne du peintre, a marqué son territoire en faisant spécifier par l'animateur de la cérémonie que la pièce de Mozart interprétée par les Lagacé avait été « choisie par le fils de la compagne (du peintre) » (sic). Tant qu'à y être, on aurait pu nous dire qui avait choisi les fleurs !

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, la démarche intellectuelle et artistique de Riopelle a été occultée au profit des anecdotes. Comme le signalait à RDI sa biographe Hélène de Billy, il n'y avait personne pour incarner sa période la plus importante et la plus féconde — ses décennies parisiennes.

Dans cette église envahie par les invités du gouvernement, il ne restait plus guère de place pour les admirateurs anonymes du peintre, pour ceux qui ne se qualifiaient pas comme « dignitaires » ou dont les noms auraient été inconnus des organisateurs de l'événement.

Il y a quand même eu des moments amusants. Le maire de Montréal, interviewé sur le parvis de l'église, évoque la neige qui tombe, en disant que « le blanc était la couleur préférée de Riopelle » (sic). (Il est vrai, cependant, que le peintre avait fait sienne la vision chinoise dans laquelle le blanc est la couleur du deuil.)

■ ■ ■

Quant au choix de l'église, on peut comprendre, intellectuellement, ceux qui s'en formalisent au nom des anciennes convictions de Riopelle. Il reste que l'anticléricalisme n'a plus de raison d'être dans le Québec d'aujourd'hui.

Que l'on soit croyant ou non, ces magnifiques églises ne font-elles pas partie de notre patrimoine ? L'atmosphère de solennité que dégagent nos grands temples constituent le cadre idéal à ce qui devrait être un moment de recueillement. L'hommage à Riopelle aurait été plus solennel, cependant, si l'on s'était contenté de confier le programme aux organistes. Pour dire l'indicible, la musique convient mieux que la parole humaine.

Monterrey, la conférence de la dernière chance



PIERRE VÉRONNEAU
L'auteur est directeur général d'Oxfam-Québec.

SELON UNE FORMULE célèbre, si la tendance se maintient, nous n'atteindrons aucun des objectifs de développement que nous nous étions fixés lors du Sommet du millénaire des Nations unies. Résultat, 56 millions d'enfants de plus mourront en bas âge et 75 millions n'iront plus à l'école d'ici 2015. Heureusement, une tendance n'est jamais coulée dans le béton. Une augmentation de 100 milliards de dollars par an en aide au développement nous permettrait de respecter nos engagements envers les plus démunis de la planète.

Il y a deux ans déjà, les gouvernements des pays les plus riches et leurs collègues des pays en développement ont fait la promesse solennelle de lutter contre la pauvreté dans le cadre du Sommet du millénaire. Depuis hier et jusqu'au 22 mars, ils sont réunis de

nouveau à Monterrey, au Mexique, pour une conférence internationale sur le financement du développement. Il s'agit là d'une chance unique pour débloquer enfin les ressources nécessaires qui mettront fin aux inégalités effrayantes qui existent entre les riches et les pauvres.

Les objectifs établis au Sommet du millénaire de l'ONU en septembre 2000 prévoyaient une réduction de moitié de la pauvreté mondiale et une diminution de deux tiers de la mortalité infantile avant 2015. La tendance actuelle nous mène à 10 millions d'enfants morts en 2015 quand l'objectif se situait à 4,6 millions. Au total, l'écart représente 56 millions de morts sur une période de 15 ans. La tendance n'est pas irréversible, mais les gouvernements des pays pauvres doivent démontrer un nouvel engagement politique. Pour leur part, les pays riches doivent fournir les ressources adéquates pour endiguer ce fléau.

Le climat politique actuel ne convie cependant pas à l'optimisme. Certains des plus grands donateurs comme le Canada, la France, l'Italie, l'Allemagne et le Japon ont coupé leur budget d'aide au développement ces dernières années.

Certains gouvernements de pays riches font valoir que les discussions devraient porter sur le commerce plutôt que sur l'aide au développement. Cette approche ne tient pas compte de la réalité. Premièrement, les pays riches n'ouvrent pas ou peu leurs marchés aux pays en développement. Deuxièmement, sans aide, les pays pauvres ne peuvent profiter des occasions offertes par le commerce international.

Oxfam invite les pays membres de l'OCDE à s'entendre sur quelques points essentiels. Les pays donateurs devraient se donner un délai maximum de cinq ans pour atteindre l'objectif de 0,7 % du PNB dédié à l'aide au développement ; annuler totalement la dette des pays les plus pauvres, favoriser la réduction du fardeau de la dette des autres pays en développement et mettre en place un système de règlement généreux, juste et équitable de la dette des pays du Sud de façon à leur permettre de contribuer pleinement à l'atteinte des Objectifs du millénaire. Par ailleurs, chaque pays au revenu faible ou moyen devrait développer un plan d'action clair et travailler avec les pays donateurs afin d'évaluer les niveaux de financement requis. (...)

Une semaine pour boulimiques

SILVIA GALIPEAU

SANS DOUTE les organisateurs de l'événement trouvaient-ils qu'une petite semaine ne leur suffirait pas. Toujours est-il que les visiteurs, à défaut de se diviser en quatre, devront à tous le moins faire des choix déchirants, s'ils souhaitent assister à tous les événements au menu de cette Semaine d'actions contre le racisme, lancée hier à la Cinémathèque québécoise.

Car elle s'annonce boulimique, cette semaine. Sur le thème du pouvoir de l'art, une foule d'activités sont prévues, toutes plus alléchantes les unes que les autres, malheureusement programmées simultanément.



« L'art est un outil de lutte. Quand il fait appel à l'intelligence et à la sensibilité, l'art contribue à dénoncer la haine et à apaiser les conflits sociaux », a expliqué hier Alix Laurent, directeur d'Images interculturelles, en donnant le coup d'envoi officiel de la Semaine. Étaient présents au lancement, entre autres, tous les partenaires de l'événement, à commencer par le maire de Montréal, Gérald Tremblay, le ministre délégué aux Relations avec les citoyens et de l'Immigration, André Boulerice, et la députée fédérale de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine, Marlene Jennings, ainsi que l'humoriste Maxim Martin, le co-

médien Samuel Légitimus, et la chanteuse Mireille Phillosca.

Le pouvoir de l'art, disions-nous ? Les Artistes pour la paix, la littérature ou le cinéma engagés tel le fameux *J'accuse* d'Émile Zola, *Un dimanche à la piscine à Kigali* de Gil Courtemanche, ou *La vita è bella* de Roberto Benigni, sont autant d'exemples d'oeuvres ayant contribué à combattre l'oubli et à sensibiliser les citoyens aux méfaits du racisme.

La conférence internationale prévue jeudi *L'art : de la revendication à la récupération*, se propose justement de débattre de cette question. D'autres rencontres sur l'art visent à susciter la réflexion sur le sujet, avec, notamment, un débat sur l'art « entre le clinique et le politique » (ce soir), sur la « littérature et l'engagement » (demain) ainsi qu'une soirée dédiée à « la chanson contre le racisme » (jeudi).

Un volet consacré aux études et à la recherche permettra aux chercheurs universitaires de présenter leurs travaux sur le terrorisme, le racisme et les droits de la personne (aujourd'hui), l'emploi, le racisme et la discrimination (demain), le milieu scolaire et la lutte contre le racisme (vendredi).

Les cinéphiles ne seront pas en reste, le Festival international du film contre l'exclusion et pour la tolérance (FIFET) investissant la Cinémathèque toute la semaine, avec une sélection de courts, moyens et longs métrages de cinéastes africains, européens et québécois. À noter, les films *Fools*, du réalisateur sud-africain Ramadan



Photo PIERRE MCCANN, La Presse ©

Le pouvoir de l'art est le thème de cette semaine d'actions contre le racisme. La chanteuse Mireille Phillosca était de la conférence de presse.

Suleman, premier film noir de l'après-apartheid, *Train de vie* de Radu Mihaelanu, *No Man's Land* de Danis Tanovic, et *L'Ange de goudron* de Denis Chouinard.

Côté musique, le nouveau Club Soda accueillera les spectacles *Noc-tua* : rythme contre le racisme (ce soir), et le Reggae Fest contre le racisme (vendredi).

L'humour sera à l'honneur au

Spectrum, avec un spectacle consacré à la question de l'« humour contre le racisme » (jeudi). N'oublions pas, enfin, les arts visuels, également pris à partie, avec trois expositions à la Cinémathèque québécoise.

Vous en voulez davantage ? Également prévus : des mises en lecture, des artistes au métro Berr-UQAM, une programmation de films jeunesse, et une foule d'autres

activités encore. Sachez que Montréal ne sera pas l'unique hôte des événements, des activités étant également au programme dans l'ensemble de la province, à Québec, Sherbrooke, Joliette, Hull, Trois-Rivières et Laval.

cyberpresse.ca Notre dossier sur le racisme à www.cyberpresse.ca/racisme

Midi, soir et fin de semaine :
appels illimités.
Prenez tout votre temps.



Pour seulement 25 \$ par mois*,
le forfait Temps libre TELUS vous offre :

- les appels locaux illimités à l'heure du dîner (de midi à 13 h)
- les appels locaux illimités le soir (de 18 h à 8 h)
- les appels locaux illimités la fin de semaine
- 50 minutes d'appels le jour
- l'appel en attente
- la messagerie vocale
- l'appel conférence

De plus, offrez-vous l'un de nos téléphones exclusifs à partir de 24,99 \$**. Pour les détails et les disponibilités de l'offre, appelez au 1 888 810-5555 ou visitez telusmobilitte.com

Le futur est simple.™

TELUS
mobilité™



Magasinez en ligne à telusmobilitte.com ou appelez-nous au 1 888 810-5555.

LA BOUTIQUE TELUS MOBILITE ET DETAILLANTS AUTORISES

ÎLE DE MONTRÉAL

950, rue Sainte-Catherine Ouest
Carrefour Angrignon
Centre Eaton
Centre Rockland
Fairview Pointe-Claire
Les Galeries d'Anjou
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu

Montréal

Communication Métropolitaine
8780, boul. Saint-Laurent, bureau 4

Expert Cellulaire

1019, rue Clark

Instant Page

1682, rue Mont-Royal Est

Proxi Télécom Inc.

1020, rue Saint-Denis

Verscell Communications

1485, rue Amherst

Dollard-des-Ormeaux

La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

Lasalle

La maison du cellulaire
7575, avenue Newman

Saint-Laurent

D2 Technologie Inc.
2119, boul. Marcel-Laurin

La Zone SCP

785, boul. Décarie

PC Page Communications Inc.

3832, boul. Côte-Vertu

Saint-Léonard

Communication Métropolitaine
5580, boul. Métropolitain Est

PC Mondial

9310, boul. Lacordaire

LAVAL ET RIVE-NORD

Carrefour Laval

Place Rosemère

Laval

Raytech Électronique Inc.
1451, boul. des Laurentides

Saint-Eustache

Contact Com D.L. Communications
457D, boul. Arthur-Sauvé

Terrebonne

SRAD Communications Inc.
2292, chemin Gascon

Repentigny

Technicomm
346, rue Notre-Dame, bureau C

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe

Darsigny Communications
892, rue des Cascades

Sorel-Tracy

Xtrem Électronique Inc.
2315, boul. Saint-Louis

RIVE-SUD

Les Promenades Saint-Bruno
Mail Champlain

Beloil

Cellulaire Plus
559, boul. Laurier

Berthier

Technicomm
580, chemin Grande-Côte, route 138

Drummondville

Télécommunications D.G.
758, boul. Saint-Joseph

Joliette

Multicom Communication 2000
94, rue Baby

Longueuil

Cell-Bo Communications Inc.
2449, chemin Chamblay

Trois-Rivières

Communications Le Rocher
7200, boul. Jean XXIII

Vaudreuil-Dorion

Services Technologiques D.A.T.T.
296, boul. Harwood, bureau 4